



PETITES ET **GRANDES** CONTROVERSES  
DE LA POLITIQUE **FRANCAISE** ET **EUROPEENNE**  
**AU TCHAD**

Une étude réalisée par  
Roland Marchal (CNRS / Sciences po Paris)

Avril 2015

Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation



Le **CCFD-Terre solidaire** (Comité Catholique de lutte contre la Faim et pour le Développement), qui accompagne le CSAPR depuis 2005 sans relâche, a réitéré son soutien pour ce projet et a permis le financement de cette étude.

Le **Secours-Catholique** a lui aussi apporté un soutien financier pour la réalisation de cette étude.

Réseau de la société civile tchadienne, le CSAPR (Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation) œuvre à la consolidation de la paix au Tchad. Il rassemble plus de 70 organisations (organisations de développement, mouvements de jeunes et de femmes, ONG de défense des droits de l'Homme, syndicats...). Le CSAPR est présent en région à travers 18 points focaux qui jouent en rôle de relai, d'animation et de mobilisation au niveau local.

#### Notre engagement pour le renforcement du dialogue politique

Le CSAPR œuvre à l'ouverture du dialogue politique en offrant des espaces d'expression à tous les acteurs de la vie publique, et favorise l'émergence d'une opinion publique nationale (cafés politiques, fora, conférences...). En ce sens, le CSAPR ne poursuit aucune ambition politique et n'a aucune affinité partisane. Il cherche à faire le débat public et promouvoir la conscience citoyenne.

#### Notre force de proposition

L'un des enjeux du CSAPR est de donner les clés de lecture de la situation politique et sécuritaire, de dénoncer les risques pour la paix durable et de proposer des éléments de réflexion pour des sorties de crise réalistes. Le CSAPR est depuis l'origine une force de propositions et mène des actions de plaidoyer au niveau national, régional et international.

#### Notre action pour la prévention et la gestion des conflits

Visant la réconciliation des tchadiens pour la paix durable, le CSAPR s'investit dans le renforcement des capacités de dialogue et de négociation des acteurs engagés dans les processus de gestion des conflits, sensibilise la population, et œuvre à la promotion du « vivre-ensemble ».

**Coordination Nationale  
BP 4559 -Bureau Inades formation  
Ardep Djournal—N'Djamena**

**+235 66 29 48 65**

**comitpaixtchad@yahoo.fr**

**[www.csapr-initiative-paix.org](http://www.csapr-initiative-paix.org)**





# AVANT PROPOS

Aujourd'hui, les débats au Tchad se concentrent sur les futures échéances électorales initialement prévues à partir de 2014, mais qui ne seront finalement organisées qu'en 2016, dans des conditions qui semblent peu optimales : changement de l'ordre des élections avec un calendrier électoral qui n'est toujours pas fixé, processus de recensement biométrique paralysé, création du Cadre National de Dialogue Politique qui a agité la classe politique tchadienne et la société civile et qui concurrence la CENI, prolongation du mandat des députés... Depuis l'accord de 2007 et les dernières élections en 2011, la situation politique semble avoir régressée. Le CSAPR a constaté que la tension s'était encore accentuée à la suite des événements du 1<sup>er</sup> mai 2013, la « tentative de déstabilisation des institutions » présumée, et la vague d'arrestation des hommes politiques et de journalistes qui a suivi. Aujourd'hui, le parlement est considérée comme une simple chambre d'enregistrement, le parti au pouvoir domine tous les centres de décisions, les partis d'oppositions sont encore fragiles. Il est ressorti des débats que la gouvernance actuelle du Tchad montre encore une fois ses limites et les risques d'une nouvelle marginalisation de mouvements politiques, malgré l'apaisement sécuritaire de ces dernières années. L'ensemble de la société civile est convaincu qu'un changement de projet de société et de gouvernance reste seul gage de la consolidation de la paix au Tchad.

Le CSAPR a toujours défendu le principe d'un règlement définitif des conflits par un dialogue national rassemblant l'ensemble des forces politiques, économiques et sociales et a aussi conscience de l'emprise de la France et de l'Union européenne au Tchad. En ce sens, le CSAPR a déjà mené de nombreuses missions de plaidoyer au Tchad, en France, et plus largement en Europe et auprès des Nations Unies, surtout lors de la crise qui a secoué le pays à partir de 2005. Il avait en effet considéré que l'influence des pouvoirs publics français et européen est réelle pour que le pouvoir tchadien prenne en compte les propositions de la société civile ainsi que ses revendications en matière de respect de la démocratie, des droits de l'homme, et de bonne gouvernance.

Par ailleurs, si le CSAPR estime que l'Union Européenne a permis la réussite de la tenue des élections passées dans un climat apaisé, il déplore en revanche son faible engagement pour amener le gouvernement tchadien à prendre des réelles mesures pour les droits de l'homme, pour l'amélioration du contexte économique et social, et aussi pour respecter le chapitre 4 de l'accord de 2007. A l'aune du prochain processus électoral, leur implication sincère dans la tenue d'élections libres et transparentes est primordiale.

**Sans méconnaître leurs efforts respectifs pour la paix et la stabilité nationale et sous-régionale, le CSAPR a jugé pertinent de produire un rapport d'étude approfondi sur les positions et les politiques de la France et de l'UE au Tchad, afin de valider ou non le fait que la France et l'UE n'ont pas pris toutes les mesures en faveur d'une paix durable. La réalisation de cette étude de haut niveau a été confiée à l'éminent Professeur Roland Marchal, chercheur en sciences politiques<sup>1</sup>.** Vous constaterez que cette étude adopte un point de vue nettement franco-français pour mieux percevoir le pourquoi de ses politiques tchadiennes. Le CSAPR a de son côté rencontré des leaders de la société civile, des politiques, et différents experts tchadiens pour recueillir leur avis sur la question. Il est prévu un plaidoyer national et international sur la base de l'ensemble de ses conclusions. Le CSAPR est conscient de la nécessité de renforcer la mobilisation et le plaidoyer notamment à l'endroit des autorités françaises identifiées comme soutien au pouvoir en place au détriment d'une recherche de solution globale à la paix durable au Tchad.

---

<sup>1</sup> L'auteur tient à remercier deux lecteurs critiques ici anonymes qui ont permis une amélioration du texte.



# SOMMAIRE

<b>Résumé exécutif .....</b>	<b>8</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>11</b>
<b>1. Seulement un lobby militaire ?.....</b>	<b>13</b>
<b>2. Aspects changeants d'un intérêt géopolitique pour le Tchad ?.....</b>	<b>22</b>
<b>3. Stabilité, vous avez dit stabilité ?.....</b>	<b>34</b>
<b>4. La politique européenne vis-à-vis du Tchad .....</b>	<b>44</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>50</b>

## RESUME EXECUTIF

L'appui français dont a bénéficié le régime tchadien depuis 1990 aura été à la fois permanent et variable dans ses justifications. C'est cet entrelacs de postures diplomatiques, de considérations de politique intérieure, d'interventions dans des crises régionales d'importance inégale qui structure et pérennise un soutien au Président Idriss Déby malgré des changements politiques significatifs en France, une politique africaine de plus en plus en phase avec des choix faits à Bruxelles, et aussi de profondes évolutions au Tchad même.

La mention d'un lobby militaire français arc-bouté dans son soutien au Tchad et singulièrement à la personne d'Idriss Déby Itno est récurrente dans les analyses de la politique française vis-à-vis de Ndjamena. Il n'est aucun pays d'Afrique qui a connu autant d'interventions militaires françaises depuis son indépendance. Cette histoire mouvementée marquée à la fois par les logiques de la Guerre froide et la compétition avec la Libye a laissé de nombreuses traces dans les opinions des officiers français mais aussi de certains cadres civils et de décideurs politiques. Ce qui est peut-être plus déterminant est que ces interventions ont été décidées dans des moments particuliers qui éclairent des choix politiques, budgétaires ou proprement militaires, notamment dans les années 1990 caractérisées par une refonte de la défense française et de son dispositif sur le sol africain.

La posture des militaires français a été guidée par plusieurs intérêts. D'abord, une certaine perception des intérêts de la France qui peut être très proche d'un discours politique ou diplomatique sur les responsabilités historiques de la France vis-à-vis de ses anciennes colonies ou de l'Afrique francophone. Ensuite, une vision plus corporatiste qui s'est renforcée à partir du moment où les militaires français ont rejoint la fonction publique en 1996 : la présence au Tchad est une intervention extérieure qui fournit de multiples opportunités aux militaires français en termes d'entraînement, de récompenses salariales et d'avantages en terme de retraite. Enfin, une vision centrée sur l'appréciation du courage personnel d'Idriss Déby avec une série de références qu'on pourrait faire remonter à la période coloniale (des « ethnies guerrières » au « gens du désert » en passant par la supériorité raciale sur les Bantous), à la manière d'un Bernard Lugan par exemple.

Pourtant, il serait erroné d'imaginer un consensus au sein des militaires français sur le Tchad ou sur son régime. Au contraire, les points de vue sont souvent aussi clivés que chez les civils même si ce n'est pas dans les mêmes proportions. En effet, affectés plusieurs fois dans ce pays durant leur carrière, nombre d'officiers peuvent évaluer progrès et stagnations et comparer la situation tchadienne avec ce qu'ils ont connu ailleurs sur le continent.

Surtout, il serait fallacieux d'imaginer qu'un point de vue militaire existerait indépendamment de toute interaction avec l'appareil civil, et notamment les décideurs politiques. Comme chez les diplomates, savoir abonder dans un sens ou dans un autre peut permettre une accélération de carrière car les politiques, lorsqu'ils doutent, aiment à se rassurer en trouvant les experts sécuritaires ou militaires qui les confortent dans leurs vues. La trajectoire professionnelle de certains officiers généraux est une illustration magistrale de ce fonctionnement qu'on ne peut limiter aux seuls diplomates.

La détermination des intérêts géopolitiques français dans cette partie du continent a également considérablement évolué depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui. Un facteur essentiel de cette



évolution aura été les changements de pouvoir en France et la personnalité des dirigeants français, plus ou moins atlantistes, plus ou moins intéressés au continent africain, plus ou moins sophistiqués dans la mise en œuvre d'une politique d'influence. La Guerre froide achevée, il fallait repenser toutes ces questions en tenant compte d'un nouveau positionnement de Tripoli, du coup d'état de juin 1989 qui portait au pouvoir les islamistes à Khartoum et d'une décomposition des autoritarismes dans l'Afrique francophone.

D'une certaine manière, l'entendement français de la stabilité régionale s'appuie pendant plus d'une dizaine d'années sur l'hypothèse que Ndjamena doit rester sous la seule influence de la France et d'une Libye assagie (ou plus exactement affaiblie par les sanctions internationales). Les années 1990 restent donc des années où Paris essaie, avec plus ou moins d'entrain, d'obtenir des accommodements démocratiques en s'interrogeant sur certaines dérives affairistes de la présidence tchadienne.

Cette posture change au début des années 2000 pour plusieurs raisons. D'abord, juste au moment où le pétrole commence à être exploité, la crise de succession au Tchad ouvre un nouveau cycle de rebellions armées sanctuarisées au Soudan, rien de moins qu'une rupture d'un ordre régional qui était basé sur l'éviction de Khartoum dans les affaires intérieures tchadiennes. Ensuite, la crise du Darfour génère beaucoup plus qu'une guerre par procuration entre les deux Etats voisins et ouvre une ère d'instabilité qui dure jusqu'à aujourd'hui. Enfin, le changement de régime en RCA téléguidé par différents Etats de la région et soutenu par Paris fournit un nouvel appel d'air à des mouvements armés trop faibles pour renverser le nouveau pouvoir à Bangui mais assez résilients pour illustrer la précarité continuée du pouvoir en RCA.

Cette décennie est aussi celle des négociations de paix entre Khartoum et le Mouvement populaire de libération du Soudan et, bien sûr, celle du 11 septembre. Si, traditionnellement, la posture française vis-à-vis du Tchad d'Idriss Déby s'est structurée entre un pôle réaliste/désabusé et un pôle plus militariste, émerge à cause du Soudan un courant néoconservateur français qui va réorganiser toutes les politiques vis-à-vis de la région sous la seule thématique de l'indispensable changement politique à Khartoum dont le régime est qualifié de génocidaire. Cette posture induit une euphémisation radicale des autres problèmes de la grande région. Par exemple, lorsque le régime éthiopien contesté électoralement en 2005 n'hésite pas à réprimer dans le sang son opposition civile, on regarde ailleurs. Surtout, l'implication officielle et officieuse du Tchad dans le conflit au Darfour n'est niée que par les diplomates français à Ndjamena et leurs correspondants au Quai d'Orsay. Quant au rôle libyen, aucune question ne mérite d'être posée à ce sujet.

Le soutien à Idriss Déby correspond donc à bien plus qu'une volonté de le sauver. C'est une certaine conception de l'ordre régional, peut-être irréaliste ou obsolète, qui est défendue par Paris grâce à une alliance surprenante entre ces trois écoles de pensée qui ont pourtant peu en commun. Pour certains, être l'ennemi de Khartoum suffit à générer une sympathie. Pour d'autres s'opposer à la politique de Khartoum au Darfour est un gage de qualité. Quelques-uns pensent qu'on ne peut prendre le risque de rouvrir un cycle dans une guerre civile qu'on espérait close par l'arrivée d'Idriss Déby au pouvoir en décembre 1990.

Si cette alliance problématique n'est pas défaite par les événements, c'est fondamentalement à cause de l'indicible faiblesse politique des oppositions armées plus que leurs liens avec certains secteurs de la Sécurité soudanaise. Ces mouvements politico-militaires souvent conduits par les alliés d'hier n'ont guère de projets politiques hors le départ du président tchadien. Cette vacuité politique, de façon illusoire, est souvent perçue à Ndjamena par l'opposition civile comme une opportunité pour jouer un rôle central dans les réaménagements qui suivraient l'effondrement du régime en place.

On n'échappe pas à sa géopolitique et c'est ce qui se passe en 2008-2009. La France de Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner se mobilise pour sauver un allié difficile et inconstant. L'opération EUFOR Tchad/RCA est sans doute le meilleur véhicule pour geler les opérations de l'opposition armée, donner du temps au président tchadien pour se réarmer et, également, remplir les coffres de l'Etat grâce aux dividendes qu'il perçoit de cette présence internationale multiforme. L'opposition civile anémiée se contente d'un dialogue politique sans véritable garde-fou avec le pouvoir en place. Les organisations politico-militaires, elles, succombent à leurs propres divisions plus qu'aux coups portés par les partisans d'Idriss Déby et ses alliés français. Pourtant, la défaite de ces oppositions ne signifie pas mécaniquement la victoire du régime. Celui-ci doit à la fois récompenser pour mieux contrôler ses partisans au Tchad et normaliser ses relations avec Khartoum. Dans cette reconfiguration régionale, la principale victime collatérale est la démocratisation dans les deux pays...

L'accession au pouvoir de François Hollande en mai 2012 aurait pu laisser entrevoir une évolution des postures françaises sur le Tchad. Il n'en est rien pour plusieurs raisons. D'une part, les lobbies sont restés en place et sont d'autant plus actifs que la crise financière conduit les autorités à vouloir contenir les dépenses. De l'autre, si François Hollande a peu d'appétence pour l'Afrique, il ne cache pas son goût pour l'interventionnisme armé sur le continent sans doute à cause de l'influence de certains conseillers. Le Tchad, comme l'Ouganda en Afrique de l'Est, comprend vite l'importance des dividendes politiques, symboliques et financiers qu'il peut retirer d'un engagement dans cette voie. Le Mali hier et le Nigeria aujourd'hui l'attestent à l'envi. Demain, peut-être la Libye ?

## INTRODUCTION

A considérer les conditions de l'appui international au régime tchadien depuis 1990, on peut penser qu'Idriss Déby Itno a su mieux que d'autres parmi ses collègues sur le continent jouer des multiples paramètres qui fondent d'habitude la diplomatie des Etats. Apparaître ainsi aux yeux de dirigeants français de bords différents comme un vecteur de stabilité régionale n'est sans doute pas le moindre effet de ce talent qui transforme en gains stratégiques des avantages tactiques et qui obère les faiblesses structurales d'un régime autoritaire en projetant son insécurité hors de ses frontières dès lors qu'il est incapable de la réduire.

Une telle appréciation ne fait cependant pas raison de facettes importantes de toute la complexité de cette réalité. D'abord, la société tchadienne a beaucoup changé depuis décembre 1990 et l'on aurait tort de ce point de vue de considérer que le pouvoir politique a constitué le premier ou seul frein du changement. Pour être souvent violent, cultivant l'arbitraire, ce régime n'a jamais été totalitaire ou similaire à celui qui prit forme sous Hissène Habré. Sans doute beaucoup d'opposants aujourd'hui ne le voient pas ainsi par réaction à ce qu'ils endurent ou parce qu'ils réduisent le règne de Habré à une certaine ouverture politique et aux élections semi-compétitives des deux dernières années. Ensuite, l'appui international dont il est question est à la fois constant et variable dans ses justifications. La meilleure illustration en est donnée par le discours diplomatique français soulignant tantôt l'homme providentiel qui maintient la paix dans une société traversées par de brutales tensions, le militaire talentueux qui a su faire la preuve de son courage personnel lors de chaque crise, le dirigeant qui sait ne pas céder aux incitations coupables de certains voisins, le laïque qui réduit tout espace pour le développement d'un Islam politique (qu'on supposera forcément radical). Enfin, on aurait tort de dénier toute importance à des crises régionales auxquelles le Tchad fut associé sans en avoir été forcément l'initiateur : de la Libye au Mali, Idriss Déby a su assumer des postures hétérodoxes qui lui donnent hier et aujourd'hui un statut particulier. De fait, le régime tchadien a su durer et la société aussi, même si elle a payé un prix élevé pour éviter un déchirement sanglant.

De ces nuances, ou de ces déplacements de sens et d'intérêts, naît une faiblesse qu'on voit à l'œuvre y compris dans des moments qui semblent plutôt ceux d'une restauration que d'une fin de règne enfin acceptée. Ainsi, les élections de 2001 dont les résultats étaient tellement saugrenus que le nouvel élu dut promettre simplement de travailler à son départ. Ainsi aussi l'étrange renversement de situation avec le Soudan dénoncé hier pour ses vellétés d'arabisation (sic), devenu soudain l'ami dont on sécurise les frontières. La cohérence est dans la survie d'un régime, pas dans la construction d'un ordre politique ou dans la justification d'une alliance internationale basée sur des valeurs communes, voire des intérêts partagés.

Ce court texte essaie d'évoquer ces différents aspects sous l'angle de la politique française et européenne. Il ne prétend donc pas à une quelconque exhaustivité et sera peut-être lu à certains moments comme le produit d'une controverse plus que comme le résultat d'une étude froide. Si tel est le cas, c'est que ce travail entend souligner les discontinuités et les incohérences dans les décisions politiques françaises, souvent plus des entrelacs de calculs diplomatiques et de considérations de politique intérieure que la mise en œuvre d'une vision stratégique assise sur une analyse froide de la situation, qui refuserait aussi d'être ballotée par des contingences événementielles.

L'appareil d'état français n'a pas une transparence similaire à celle qui prévaut aux Etats-Unis : certains pans de son action resteront obscurs jusqu'à ce que les archives soient accessibles, si tant est

que tout y soit consigné. Les entretiens avec des officiels français correspondent aussi à des moments très ambivalents où il faut s'interroger autant sur les causes d'un silence (au-delà de la simple ignorance) que sur celles de la confiance (induites par des rivalités souvent mais aussi des clivages institutionnels plus que par culture citoyenne). L'étude présentée ici est donc perfectible en de nombreux points et on ne saurait s'en satisfaire.

Elle nomme aussi à l'occasion certains des personnages, qui selon les connaissances de l'auteur, ont eu à jouer un rôle important dans la détermination ou la mise en œuvre de ces politiques et décisions. Il a semblé important de rejoindre en cela certaines autres études sur les fonctionnements d'une diplomatie française dont l'apparent apolitisme est discutable (une remarque qui vaut pour l'ensemble de la haute fonction publique française) comme l'est aussi son détachement face aux enjeux de carrière<sup>2</sup>. Les remarques concernant les militaires sont plus réduites (par l'ignorance de l'auteur) mais on aurait tort de penser que les mêmes considérations ne s'appliquent pas.

Cependant, citer des noms ne peut suffire à identifier des responsabilités : la plupart sont des fonctionnaires qui auraient beau jeu de souligner qu'ils mettaient en œuvre des politiques sans les avoir décidées<sup>3</sup>. On sait que cela n'est pas faux même si de très nombreuses études indiquent que l'administration française ne répond guère à l'idéaltype wébérien du légal-rationnel. Sous réserve d'une connaissance suffisamment profonde de ces institutions diplomatiques et militaires, il faut éviter la personnalisation excessive, bref ne pas confondre le message et le messager.

Le fonctionnement de la haute administration à Ndjamena devrait, par analogie, mettre en lumière la force et les faiblesses de ces identifications pour des lecteurs tchadiens : qui n'a jamais eu la sensation lors d'une rencontre avec des membres de l'élite administrative tchadienne d'un double ou triple discours alternant les références au chef visionnaire avec les sarcasmes le visant lui et son premier cercle. Les motivations d'un haut fonctionnaire sont souvent complexes et ne peuvent se limiter à la simple adhésion fonctionnelle aux choix définis par le pouvoir politique et quelle que soit leur force, elles ne peuvent simplement invalider les décisions : de là à imaginer que tous les ambassadeurs souffrent du syndrome de Stockholm (une maladie courante au Tchad, apparemment) il y a un grand pas.

Pour avancer, il a semblé souhaitable d'analyser cette politique française sous quatre approches différentes : un angle proprement militaire, un angle géopolitique, une approche plus interne et un dernier aspect concernant plus la manière dont la politique française a joué au niveau multilatéral. Un tel plan peut fournir les éléments d'un débat public important au Tchad et, également, éviter de s'engouffrer dans les voies trop simples pour comprendre le jeu contraint dans lequel se retrouve très souvent le pouvoir politique en France<sup>4</sup>.

Ce texte s'interroge fondamentalement sur la politique française et ne propose pas d'analyse des dynamiques politiques au Tchad. Celle-ci est menée ailleurs par l'auteur ou d'autres<sup>5</sup>.

---

<sup>2</sup> Christian Lequesne & Jean Heilbronn, "Senior Diplomats in the French Ministry of Foreign Affairs: When an Entrance Exam Still Determines the Career", *The Hague Journal of Diplomacy*, n°7, 2012.

<sup>3</sup> Une posture qu'on retrouve aussi parmi les conseillers de ministre et à l'Élysée, ce qui ne peut faire que sourire. L'auteur ne connaît aucun diplomate français qui ait démissionné pour être en désaccord avec la politique menée. Encore une fois, les États-Unis offrent un contraste rafraîchissant...

<sup>4</sup> Soulignons qu'un débat public en France sur le Tchad relèverait du miracle. La crise en RCA en décembre 2012 ou l'intervention Sangaris un an plus tard n'ont suscité aucun débat sur le rôle de la France dans le régime Bozizé. En février 2008, il aura fallu quelques belles formules de nos responsables politiques pour que la presse réduise l'attaque de Ndjamena et la disparition d'opposants à une péripétie récurrente de l'actualité sur le continent.

<sup>5</sup> Le meilleur ouvrage sur cet aspect est à ce jour Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013.

# 1. Seulement un lobby militaire ?

Pendant plusieurs décennies, il a été tentant d'appliquer au Tchad une grille de lecture tout à fait similaire à celle qui domine les interprétations de la politique française vis-à-vis de Djibouti : n'en déplaise au sens commun, la politique française vis-à-vis du Tchad relèverait plus des militaires que des diplomates français.

Ce point de vue peut être récusé rapidement puisque la décision politique hier et aujourd'hui a toujours relevé du seul pouvoir politique, de l'Élysée, et on aurait tort d'imaginer que les chefs d'Etats qui se sont succédé en France auraient ainsi abandonné une parcelle de leurs prérogatives à des conseillers, fussent-ils en uniforme. Absolument responsables, il n'en reste pas moins que l'appétence pour les questions africaines a souvent varié suivant les présidents et même au cours des mandats d'un même chef de l'Etat. François Mitterrand s'est beaucoup impliqué dans la définition de la politique africaine lors de son premier mandat, bien moins après alors que l'histoire retiendra plutôt le discours de La Baule prononcé en 1990 et la tragédie rwandaise qui débute la même année et s'achève dans le génocide de 1994. Jacques Chirac n'a pas eu une très grande constance dans son approche du continent africain<sup>6</sup> comme son successeur, Nicolas Sarkozy, qui est sans doute le plus paradoxal dans sa gestion des affaires africaines, à la fois dinosaure et réformateur<sup>7</sup>. Il est encore trop tôt pour se prononcer sur celle de François Hollande même si beaucoup d'observateurs, de façon lapidaire, soulignent sa capacité à initier les interventions militaires plus qu'à résoudre les crises politiques qui les ont motivées<sup>8</sup>.

Au-delà de toutes ces réserves, il est vrai qu'il n'est aucun pays en Afrique et ailleurs qui ait autant bénéficié d'interventions militaires françaises depuis son indépendance : Limousin, Bison, Tacaud, Manta, Silure, Epervier sont leurs noms mais il faut souligner combien sous le même vocable certaines ont changé de contenu et de but<sup>9</sup>. C'est dans cette matrice interventionniste, dans ces opérations quasi ininterrompues qu'on doit chercher ce lien si particulier qui fait qu'il est rare d'engager la conversation avec un officier français sur ce pays sans qu'il ne rappelle son ou ses séjour(s).

Le Tchad semble avoir joué dans l'imaginaire des militaires français, mais aussi dans l'histoire de l'armée française (et celle de l'Etat) un rôle important. Sans aller ici dans tous les détails, on doit mentionner d'abord cette grande fascination pour les gens du désert de la part de l'armée coloniale, que ces nomades fussent alliés ou ennemis. Une grande partie de la littérature anthropologique coloniale leur est consacrée et l'on peut y percevoir certes le besoin de connaître ses adversaires mais aussi une réelle admiration qu'on retrouve d'ailleurs au-delà du Tchad vis-à-vis des Touaregs et des Berbères : le Sahara comme nouvelle frontière de l'imaginaire militaire colonial, on y reviendra<sup>10</sup>. Cette admiration s'est d'autant mieux transmise dans la période contemporaine que les militaires

---

<sup>6</sup> Richard Banégas & Roland Marchal, « la politique africaine : stratégie d'impuissance ou impasses d'une politique d'indécision », in Christian Lequesne & Maurice Vaïsse, *La politique extérieure de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve Editions, 2013.

<sup>7</sup> Comment en effet qualifier la distance intellectuelle et politique entre le discours de Dakar et celui tenu en Afrique du Sud ?

<sup>8</sup> François Bonnet, « La France s'enlise dans ses guerres africaines », *Médiapart*, 14 juillet 2014.

<sup>9</sup> Pour une description détaillée d'un point de vue militaire, on peut se reporter à : <http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/anciennes-publications/cahier-du-retex/recueil-de-fiches-typologiques-des-operations2>

<sup>10</sup> On pense ici notamment à Albert Le Rouvreur et Jean Chapelle dont les ouvrages ont été publiés aux Editions L'Harmattan.

français sont restés à demeure dans ces zones plusieurs années (jusqu'en 1970 dans le BET) après l'indépendance de cette colonie d'Afrique centrale.

Un second attachement est moins culturel ou culturaliste et relève de l'histoire de la seconde Guerre mondiale et de la Résistance. L'Afrique équatoriale française par la voix de Félix Eboué rejoint la France libre en juin 1940, quelques jours après le discours du général De Gaulle et c'est de Fort-Lamy (le Ndjamena d'aujourd'hui) que part le premier régiment d'artilleurs « sénégalais » pour rejoindre le général Leclerc à Douala. On ne redira pas ici le rôle des soldats africains dans la libération de la France mais le Tchad a joué un rôle qui mérite jusqu'aujourd'hui sa reconnaissance<sup>11</sup>.

Ce passé est réactualisé par la crise que connaît le Tchad avant même la révolte de Mangalmé en octobre 1965 et la création du Frolinat. Dès septembre 1963, Tombalbaye envoie les gendarmes et l'armée tchadienne contre les manifestants qui protestent contre l'instauration du parti unique mais les premiers sont sous les ordres d'un officier et d'un sous-officier français au titre de la coopération alors que le contingent français est mis en alerte<sup>12</sup>. Un peu plus tard, en 1966 Jacques Foccart n'hésite pas à envoyer deux agents gaullistes pour optimiser la réforme du parti unique, le PPT, un peu comme en 1996 Jacques Chirac dépêche son spécialiste des élections : leur mission dure jusqu'en 1967 sans résultat significatif. Comme le souligne Jean-Pierre Bat, l'essentiel était qu'ils fussent présents car leur seule présence cautionnait un ordre politique. De fait, cette logique s'applique également au dispositif de la sécurisation des chefs d'Etat: plus la France y est profondément impliquée, plus l'assurance d'un appui sans nuance est grande. Une leçon qu'Idriss Déby - et François Hollande *a contrario* - a bien comprise comme on le verra plus loin.

La première intervention militaire au Tchad de 1969 à 1972 est un tournant à plus d'un titre. Elle est en effet après les défaites politiques occasionnées par les guerres coloniales en Indochine et en Algérie la première intervention de contrainsurrection qui réussit, en tout cas n'échoue pas. Ce succès est important pour une armée française dont le moral a beaucoup souffert de ses défaites et surtout de sa division dans la guerre d'Algérie. Elle souligne aussi un aspect récurrent de la politique française peut-être jusqu'à aujourd'hui : l'intervention vise autant à sanctuariser une situation politique qu'à signifier aux possibles rivaux de Paris que la France réagirait si cet ordre des choses était défié.

La question de la Libye est évidemment centrale dans ce dispositif, notamment parce que ce n'est qu'en 1913 que Faya Largeau est conquise par les soldats français et la Sanoussiyya réellement défaite<sup>13</sup>. Ce point central est examiné plus avant dans le texte.

Le Frolinat n'est alors divisé qu'en deux groupes (1<sup>ère</sup> armée dans le Guerra et le Salamat et 2<sup>ème</sup> armée dans le BET) : il manque de moyens et, surtout, de coordination dans ces années 1960. Le président Tombalbaye invoque l'accord de défense du 15 août 1960 et l'accord d'assistance militaire technique du 19 mai 1964 une première fois durant l'été 1968. Cette première intervention qui permet au régime tchadien de reprendre le contrôle d'Aouzou passe inaperçue en France où l'opinion publique est focalisée sur l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Elle est également brève au point que les quelques acquis sont remis en cause dans les mois suivants. En mai 1969, le général De Gaulle après de longues hésitations accepte de renouveler l'exercice mais en lui donnant une toute autre ampleur. Sa décision n'a pas été facile parce que l'opinion publique française ne voyait pas une

---

<sup>11</sup> Pierre Janin, « Tirailleurs de brousse en péril », *Politique africaine*, n° 95, octobre 2004.

<sup>12</sup> Jean-Pierre Bat, « Le rôle de la France après les indépendances », *Afrique contemporaine*, n° 235, 2009. NetchoAbbo, *Mangalmé 1965. La révolte des Moubi*, Saint Maur, Editions Sépia, 1997. Mahamat Saleh Yacoub & GaliNgothéGatta, *Tchad Frolinat Chronique d'une déchirure*, Ndjamena, Editions al-Mouna, 2005. On renvoie également à l'œuvre incontournable de Robert Buijtenhuij pour l'essentiel publié par les Editions Karthala.

<sup>13</sup> Jean-Louis Triaud, *Tchad 1901-1902. Une guerre franco-libyenne oubliée ? Une confrérie musulmane, la Sanûsiyya, face à la France*. Paris, L'Harmattan, 1988. Djian, *Le Tchad et sa conquête (1900-1914)*, Paris, L'Harmattan, 1996.

telle intervention d'un bon œil mais aussi parce que ses plus proches conseillers étaient divisés : Jacques Foccart et Fernand Wibaux (ambassadeur alors à Fort Lamy, plus tard, conseiller Afrique de Jacques Chirac à l'Élysée) y sont favorables mais le Chef d'état-major des armées y est lui hostile, ou du moins réservé<sup>14</sup>. Ce sont les appels de chefs d'États africains qui font la différence : cette occurrence ne sera pas unique dans l'histoire très touffue des interventions françaises sur le continent africain.

Cette opération française est très moderne<sup>15</sup> : elle intègre plusieurs composantes qui en font jusqu'à aujourd'hui un modèle d'inspiration pour les aventures militaires occidentales. À côté d'une force aéroportée qui agit contre les rebelles du Frolinat, il y a de très nombreux conseillers militaires qui sont *embedded* dans l'armée tchadienne et la conduisent dans les opérations. Enfin, il y a une Mission pour la réforme administrative qu'aujourd'hui on appellerait la restauration d'un État de droit qui vise à reconstruire une légitimité pour l'État tchadien au niveau local et offrir une alternative à la propagande du Frolinat, quand bien même son propos est d'abord contre insurrectionnel. L'ambassadeur de France est supposé coiffer ces trois secteurs. Rien n'y manque donc : de la reconstruction de l'État au niveau local jusqu'à la plus improbable réforme du secteur de la sécurité.

La réalité, à voir ce qui se passe aujourd'hui dans les interventions occidentales en Afrique et ailleurs, n'est pas aussi rose : les conflits entre Tchadiens et Français sont nombreux et la rivalité au sein des Français pas la moindre... De fait, on assiste à une hostilité croissante des locaux face aux velléités interventionnistes françaises qui n'est pas sans rappeler ce qui s'est passé en Afghanistan après 2003 et plus encore 2005. Cette période est d'ailleurs marquée par une détérioration croissante des relations entre responsables français et Président tchadien. À la différence de l'Afghanistan où un tel scénario eût été problématique, elle éclaire les conditions d'un coup d'état accueilli avec une extrême sympathie par Paris.

Faut-il le souligner : cette intervention bénéficie aussi à l'armée française pas simplement en termes purement monétaires (solde des militaires plus élevée car en opération) ou symbolique (une armée qui gagne et paraît avoir l'appui de la population). Elle pousse à une professionnalisation accrue pour faire face à une opération complexe. Plus de 3000 hommes, 630 officiers et sous-officiers français ont participé à cette opération commandée par le général Cordatellas.

L'opération Limousin, largement « défensive » ou plutôt réactive, permet de réduire la première armée du Frolinat. Elle est suivie de janvier à juin 1971 d'une nouvelle opération nommée Bison qui, elle, vise à démanteler la branche du Frolinat dans le BET. Malgré de lourdes pertes, celle-ci pourtant survit à l'assaut et les Français doivent bientôt admettre qu'ils ont gagné toutes les batailles sans avoir pu réellement conclure cette guerre.

Le Tchad n'est cependant qu'un cas plutôt atypique d'une situation créée dans les années 1960 par le pouvoir politique français pour asseoir une présence militaire et une influence stratégique sur ses anciennes colonies. En effet, des conventions de défense et de maintien de l'ordre sont alors signées, qui autorisent le stationnement de forces françaises dans les pays nouvellement indépendants, les autorisent à intervenir en cas de troubles intérieurs et également donnent toute latitude au gouvernement français pour déplacer des effectifs d'un pays à un autre suivant la situation : la notion d'un dispositif militaire français en Afrique est donc la conséquence directe de ces accords conclus

---

<sup>14</sup> « Le souvenir du ralliement du Tchad à la France libre inspirait cette sollicitude, également motivée par l'importance stratégique d'un pays situé à la charnière du monde arabe et de l'Afrique profonde », in *Mémoires d'espoir*, volume 2, Plon 1971. Il faut aussi rajouter que le Président savait déjà qu'il allait mettre volontairement un terme à son mandat...

<sup>15</sup> Michel Goya, « L'intervention militaire française au Tchad (1969-1972) », *Lettre du RETEX-Recherche*, novembre 2013.

avec un nombre limité de pays mais rationalisés au cours des années suivantes pour minimiser les coûts sans porter atteinte à l'influence jugée nécessaire de la France dans les affaires intérieures de ses anciennes colonies : Tchad, Madagascar, Congo, Gabon, Côte d'Ivoire, Niger et Cameroun notamment (n'oublions pas que Djibouti est une colonie française jusqu'en 1977).

La France assiste au (voire participe dans le) coup d'état qui élimine Tombalbaye et met au pouvoir le colonel Félix Malloum en 1975, source de grandes déceptions à Paris. Jamais depuis, les civils n'ont exercé le pouvoir au Tchad<sup>16</sup>. Sans revenir ici sur les très nombreuses péripéties qui secouent la politique tchadienne de la France, la volonté de résoudre l'affaire Claustre<sup>17</sup> et de tenir à distance la Libye produit une série de choix paradoxaux analysés plus avant dans ce texte, notamment la prise en compte de la rébellion et même le calcul sur les divisions du Frolinat.

Mais, la constance de ces années est le maintien d'une présence militaire française importante que viennent redoubler des interventions spécifiques souvent perturbées par le calendrier électoral en France.

L'opération Tacaoud qui débute fin février 1978 et dure jusqu'en mai 1980 vise d'abord à restaurer des positions perdues par le régime tchadien dans le BET et contrer une offensive libyenne qui ne dit pas son nom. A son apogée cette intervention mobilisera près de 2200 hommes des trois armes avec une mobilisation de moyens aériens importante. Cette opération est pourtant un relatif fiasco politique puisqu'elle se déroule au moment des premiers affrontements dans Ndjamena (février 1979) puis à Abéché, seconde ville du pays. Elle est par contre un succès militaire même si l'armée française perd 18 soldats, 5 avions Jaguar, et d'autres équipements. Cette opération diffère de la précédente en ce sens que les rebelles sont dotés d'équipements imposants et que les combats se déroulent dans des zones désertiques où les avantages technologiques français sont compensés du côté de leurs adversaires par une meilleure connaissance du terrain.

L'opération Manta qui se déroule du 6 août 1983 au 11 novembre 1984, vise à sauver le client de la France, le président Hissène Habré revenu en pouvoir en juin 1982 après s'être réfugié au Darfour voisin et avoir réorganisé ses forces grâce à l'aide des Etats-Unis, du Soudan et de la France. Après l'occupation d'Abéché par les forces de Goukouni Weddeye, les alliés occidentaux du régime tchadien décident de prêter main forte à Ndjamena. 3500 hommes sont déployés alors d'abord pour faire respecter une ligne rouge au niveau du 15<sup>ème</sup> parallèle puis du 16<sup>ème</sup>. Cette opération est essentiellement dissuasive et fonctionne grâce à des personnels engagés ou sous contrat. On est donc dans une dynamique de professionnalisation des forces d'intervention d'ailleurs congruente avec la création en 1983 d'une Force d'Action Rapide (FAR) par le gouvernement français.

L'opération Epervier débute en février 1986 et dure jusqu'à la création de l'opération Barkhane en juillet 2014. Cette mission est différente des précédentes dans la mesure où elle est fondamentalement aérienne et antiaérienne : elle vise à maintenir les positions du gouvernement tchadien au nord du 16<sup>ème</sup> parallèle et à empêcher toute avancée rebelle/libyenne sur le 16<sup>ème</sup> parallèle ou au sud de celui-ci. Le nombre de forces françaises impliquées est donc plus réduit : environ 1500 hommes dont 800 de l'armée de l'air. Les forces au sol sont surtout utilisées pour protéger les équipements.

---

<sup>16</sup> Sauf à faire un court intérim dépourvu de toute marge de manœuvre comme ce fut le cas avec Lol Mahamat Choua, Président du Gunt entre avril et septembre 1979 mais sans véritable pouvoir, ou Jean AlinguéBawoyeu pour une transition de quelques heures entre Hissène Habré et Idriss Déby.

<sup>17</sup> Pierre Claustre, *L'Affaire claustre. Autopsie d'une prise d'otages*, Paris, Karthala, 1990. Un point de vue très différent (on ne peut que le constater) est celui de l'ambassadeur alors en poste au Tchad : R. L. Touze, *370 jours d'un ambassadeur au Tchad*, Paris, Editions France-Empire, 1989.



Comme on le sait, la confrontation avec la Libye connaît son terme militaire au Tchad en 1987 après l'écrasement de l'armée libyenne à Ouadi Doum par un contingent tchadien commandé par Hassan Djamous. Certes, l'incertitude demeure après puisque la Libye continue à occuper une bonne part de la bande d'Aouzou. L'arrivée au pouvoir en décembre 1990 d'Idriss Déby constitue de ce point de vue un élément important de désescalade car ce dernier a, après l'échec de la tentative de coup d'Etat de mars 1989, su gagner le soutien de la Libye, du Soudan et finalement après de longues hésitations de la France. L'accord entre Tripoli et Ndjamena de s'en remettre à la décision de la Cour internationale de justice de La Haye et plus encore la mise en œuvre de cette décision par la Libye en 1994 aurait dû sonner le glas de l'opération Epervier. Il n'en n'a rien été pour des raisons complexes qu'on doit expliquer.

Le début des années 1990 est marqué par de profondes recompositions du système militaire français. D'une part, la situation géopolitique est transformée du tout au tout avec l'effondrement du Mur de Berlin en novembre 1989 puis la dissolution de l'Union soviétique deux ans plus tard. D'autre part, l'armée française est de plus en plus sollicitée pour participer à des interventions internationales et celles-ci constituent un moment de vérité pour un appareil militaire qui n'a pas fait sa mue et souffre d'un certain provincialisme, eu égard à ses homologues intégrés dans l'OTAN (non que le provincialisme soit en soi négatif)<sup>18</sup>. La participation à la guerre contre l'Irak puis aux interventions dans l'ex-Yougoslavie sans même évoquer la longue crise rwandaise (mais aussi la participation à de nombreuses opérations onusiennes de maintien de la paix comme Oryx en Somalie) souligne les indispensables réformes à mener et, plus encore que les opérations au Tchad depuis 20 ans, les avantages d'une professionnalisation de l'armée pour intervenir à l'extérieur<sup>19</sup>.

Pierre Joxe, alors ministre de la Défense, est sans doute celui qui initie le plus fermement ces réformes quitte à susciter certaines amertumes ici et là. Par exemple, le service de cartographie du Quai d'Orsay est alors réorganisé (et surtout dépoussiéré) car Roland Dumas ne peut supporter que son collègue à la Défense soit le seul à fournir des cartes lors des réunions interministérielles ou des réunions à l'Élysée. Il y a aussi un retour de flammes dans la compétition entre la Direction du Renseignement Militaire (DRM, l'ancien 2<sup>ème</sup> Bureau radicalement remis à niveau après les humiliations connues lors de la Guerre du Golfe) et les services de renseignements, la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE). Cette dernière rivalité est finalement arbitrée au sortir de l'affaire Carlos en 1994<sup>20</sup>.

La professionnalisation de l'armée est finalement actée en 1996 par Jacques Chirac. Ses effets sont radicaux et multiformes. Ils éclairent la décision prise alors de ne pas remettre en cause la poursuite d'une opération extérieure au Tchad dont le mandat formel n'a plus grand sens. Outre l'argument géopolitique qui est toujours brandi sans qu'on considère forcément sa valeur réelle (la Libye n'a pas changé de place et le Zaïre devenu République Démocratique du Congo en 1997 devient bientôt le champ de batailles d'une guerre continentale), il y a la gestion pratique d'intérêts franco-français.

---

<sup>18</sup> Louis Gautier, « Les Guerres de François Mitterrand », *BDIC Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 101-102, 2011. Alexandra Schwartzbrod, *Le Président qui n'aimait pas la guerre*, Paris, Albin Michel, 1995.

<sup>19</sup> Jean-Dominique Merchet, « Les transformations de l'armée française », *Hérodote*, n° 116, 2005. Thierry Tardy, « The reluctant peacekeeper: France and the use of force in peace operations », *Journal of Strategic Studies*, 2014. Bruno Charbonneau, « Dreams of Empire: France, Europe and the new interventionism in Africa », *Modern and Contemporary France*, vol. 16, n°3, 2008. Voir aussi le numéro spécial, « Profession militaire », *Revue française de sociologie*, vol. 44, 2003/4.

<sup>20</sup> Il faudrait introduire dans cette discussion le rôle de la DST et du ministre de l'Intérieur de l'époque, Charles Pasqua qui entendait aller bien au-delà de ses prérogatives habituelles. La DST non seulement joua un rôle stratégique dans le « rapatriement de Carlos » en France mais se mit dans la même période à organiser à Paris des réunions d'opposants à Déby. Cela n'avait que peu à voir avec le Tchad mais beaucoup avec les ambitions de Pasqua... Il y fut mis bon ordre. Stephen Smith, « Paris pousse Déby vers la sortie », *Libération*, 15 Septembre 1994.

Pour rester dans le champ institutionnel de l'armée, on en retiendra ici deux parmi les plus importants. Le premier est purement corporatiste. La fonctionnarisation des militaires a une incidence forte sur leurs augmentations salariales, puisque qu'elles relèvent désormais de la grille générale de la fonction publique. Alors qu'initialement les militaires pouvaient se juger bien dotés pour un corps d'astreinte, tel n'est plus le cas après quelques années. Le maintien du dispositif Epervier est dans ce contexte un des outils pour mettre un peu d'huile dans les rouages de l'administration des ressources humaines. En effet, non seulement, les revenus d'un participant à une opération extérieure sont substantiels (2,5 à 3 fois le salaire touché en France) mais les avantages extra-monétaires sont aussi conséquents. Le temps de service dans une opération extérieure est multiplié par trois au moment du calcul des retraites (multiplié par deux en cas de séjour dans une base à l'étranger). Egalement, cette participation à une « opex » (opération extérieure) est importante pour le CV et la recherche d'un emploi pour ceux qui désirent quitter l'armée au terme de leur contrat.

Si ces avantages concernent surtout le personnel affecté à l'opération, d'autres intérêts prévalent également au niveau de l'appareil militaire. Il faut peut-être rappeler d'abord que les accords sur le statut des forces (SOFA) françaises dans des pays africains ont donné lieu à des déboires quelquefois très couteux. A Djibouti, à l'occasion de la crise politique qui débute en 1990, le gouvernement aiguillonné par l'actuel Président, Ismaël Omar Guelleh, alors chef de cabinet de Hassan Gouled Abtidon, avait relu en détail l'accord de siège et revu à la hausse l'encadrement fiscal de la présence militaire française. Le coût avait été important pour le budget de la Défense et avait laminé l'enthousiasme de l'armée à utiliser Djibouti à toutes occasions pour la formation de ses forces.

Le cas du Tchad s'est révélé totalement différent jusqu'au discours prononcé par le Président Déby en août 2010. D'abord, puisque le dispositif Epervier est une opération extérieure, son coût est défrayé directement sur un compte du ministère des Finances et n'ampute pas (directement) le budget du ministère de la Défense. Ensuite, et c'est là un élément essentiel dans la compréhension de la sympathie des militaires pour le Tchad, parce que l'Etat tchadien a fait preuve d'une grande retenue dans la taxation de l'entraînement des troupes françaises et des manœuvres du dispositif Epervier. Cela est très appréciable comme l'est (à l'inverse de ce qui se fait à Djibouti) l'absence d'autorisation préalable pour envoyer des troupes en « nomadisation » ou le décollage d'un hélicoptère ou d'un avion de surveillance. La confiance d'Idriss Déby vis-à-vis du dispositif français est relativement exceptionnelle. Hissène Habré, par exemple, avait à de multiples reprises contraint le champ de manœuvre des forces françaises et, par là, suscité une réelle hostilité chez nombre d'officiers. Idriss Déby, qui avait lui-même, suivi par deux fois une longue formation dans les écoles d'officiers en France (dont l'Ecole de guerre), n'a pas suscité une telle acrimonie et les militaires français, au moins jusqu'à la crise des années 2000, ont plutôt l'impression d'évoluer dans un cadre permissif où la confiance règne<sup>21</sup>.

Si les militaires français sont aussi enthousiastes, ce n'est pas simplement parce que l'entraînement au Tchad coûte moins à l'Etat français, c'est aussi parce que le Tchad se prête très bien à une multitude d'exercices dans des environnements très divers. Les pilotes de chasse ne peuvent que se féliciter puisque l'espace aérien est le double de celui de la France et qu'ils ne sont pas astreints aux mêmes règles. Les compagnies d'infanterie peuvent s'entraîner en milieu désertique ou savanien et cultiver

---

<sup>21</sup> Il n'est pas exclu que des moments de plus grande tension aient existé dans les années 1990, à un moment où les directives de Paris (notamment pour la tenue de la Conférence nationale) aient été moins favorables à Idriss Déby. C'est notamment le cas lors de la confrontation avec le général Quesnot. A la fin des années 1990 et au début des années 2000, on entendait souvent que le chef de la Mission militaire de coopération était fondamentalement pro-Déby (indépendamment de la personne considérée) alors que le chef du dispositif Epervier était lui plus critique. Il semble que cela ait été également vrai durant les « événements » mais aucune vérification n'a été faite de cette affirmation souvent entendue.

les contacts avec les autorités locales et les populations, comme il sied à une ancienne armée coloniale.

Cette description, globalement correcte, évolue entre 1990 et 2014 à cause de différents facteurs. Le premier est évidemment la fluctuation de la (relative) confiance entre Paris et Ndjamena. Si celle-ci a toujours existé, elle n'a pas été sans nuages, voire quelques orages. Un second facteur qui pèse de manière croissante est le poids financier de cette « opex » pour l'Etat français. L'opération EUFOR Tchad/RCA lancée en mars 2008 est perçue pour beaucoup à Paris comme une manière élégante de mettre un terme à une opération extérieure très couteuse et peu utile dans un pays dont le régime n'est pas sans tache.

Comme on le sait, lorsque l'intervention européenne s'achève en mars 2009, les Français doivent rester même si la voilure est diminuée. Ce n'est qu'après la réconciliation avec Omar al-Béchar que le président tchadien évoque une possible fin de l'opération Epervier en août 2010 (ou du moins un coût plus important). Mais, la crise libyenne en 2011 puis les événements au Mali en 2012 poussent à la procrastination tant à Paris qu'à Ndjamena. C'est finalement la mise en place de l'opération Barkhane en juillet 2014 qui permet de clore l'opération Epervier, obsolète depuis 20 ans mais reconduite par différents présidents à l'Elysée pour ne pas courroucer un allié utile ou simplement amadouer l'appareil militaire français<sup>22</sup>.

Si l'on a détaillé ici les raisons qui fondent l'existence d'un biais important des militaires (comme individus) et de leur institution en faveur d'Idriss Déby, il faut aussi nuancer ces arguments par d'autres. Certes, la solidarité de corps est au cœur de la culture militaire et le courage physique d'un Idriss Déby peut impressionner. Pourtant, l'armée française y compris les régiments qui participent à l'opération Epervier, n'est pas figée dans ses opinions politiques, même si l'image de l'officier bon père de famille et catholique pratiquant n'est pas aussi obsolète que cela<sup>23</sup>. Il est arrivé à l'auteur (et encore plus à de nombreux journalistes) de se retrouver face à des officiers qui, revenant au Tchad après plusieurs années, étaient consternés par l'absence de progrès, la montée de l'arbitraire ou une corruption abyssale. L'armée tchadienne, au-delà du courage de ses membres, aussi a suscité beaucoup de réserves : « des combattants plus que des soldats » entend-on en RCA au sein du contingent français qui a travaillé côte à côte avec ces derniers pendant de longues années.

En tout état de cause, un certain nombre d'officiers français dont le plus connu est aujourd'hui Benoit Puga, le Chef d'état-major particulier de Nicolas Sarkozy et de François Hollande et au moins deux fois le sauveur d'Idriss Déby<sup>24</sup>, défendent une certaine conception des liens que Paris doit continuer à tisser avec le Tchad : valeurs martiales desdits Nordistes tchadiens à commencer par Idriss Déby lui-même, impossibilité de jouer une carte démocratique sauf à risquer le retour de la guerre civile, médiocrité absolue de toutes les oppositions qui permet de passer par pertes et profits les défauts du Président tchadien, l'affairisme de sa petite famille et une gouvernance qui cultive l'arbitraire.

---

<sup>22</sup> Roland Marchal « «From Serval Operation to Barkhane Operation : France militarily invests in Africa » in Stefan Brüne (ed), *The Mali Crisis*, Hamburg, GIGA/GTZ, à paraître en 2015.

<sup>23</sup> Eric Letonturier (dir.), « Valeurs, métier et action : évolutions et permanences de l'institution militaire », *L'année sociologique*, Vol. 61, n° 2, octobre 2011. Bastien Hirondelle, *La réforme des armées*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

<sup>24</sup> Directeur du Renseignement militaire en 2006 lorsque les « événements » débutent au Tchad, sous-chef des Opérations en février 2008 lorsqu'il s'agit de sauver le soldat Déby à tout coût, puis Chef d'état-major particulier de Nicolas Sarkozy (et de François Hollande), Benoit Puga est un personnage particulièrement intéressant dans le monde politico-militaire français. Voir son portrait au vitriol mais foncièrement exact par Thomas Cantaloube, « Le général qui a marabouté Hollande », *Médiapart*, 8 juillet 2014.

Dans cet exposé, une importante nuance n'a pas été faite : la différence entre la DGSE et les militaires. La DGSE ne dépend que du pouvoir civil (et, théoriquement, du Premier ministre<sup>25</sup>) même si administrativement, elle relève du ministère de la Défense. Il est évidemment très difficile d'évoquer les différences entre deux institutions qui ne communiquent pas...

La DGSE a sans doute réussi une entrée en fanfare et par la grande porte dans la politique tchadienne en décembre 1990, lorsque Paul Fontbonne est au côté d'Idriss Déby lorsque celui-ci entre dans la capitale tchadienne après une *blitzkrieg* contre Hissène Habré. Jusqu'en juin 1994, ce colonel de la DGSE officie à la présidence et joue le rôle impopulaire mais stratégique de *gatekeeper*. Si cette configuration marque une prééminence de la DGSE sur le Quai d'Orsay ou les militaires, cela n'a pas d'effets très clairs sur la vie politique au Tchad et sur l'influence de Paris. L'Élysée doit aller à la confrontation pour obtenir la tenue de la Conférence nationale souveraine de janvier à avril 1993, un an après son annonce et le plan de réduction des forces armées tchadiennes reste pour longtemps un serpent de mer apte à faire perdre patience au plus tolérant des diplomates. Surtout, la situation des droits de l'homme demeure consternante au point d'irriter certains officiels français qui y voient une démesure inutile ou inquiétante. Un peu comme en RCA voisine avec le colonel Manton, l'existence d'un conseiller présidentiel français issu des services de renseignements semble n'avoir pas eu au niveau de la politique intérieure des effets significatifs positifs comme cela était sans doute escompté par Paris. Il faut d'ailleurs rajouter qu'Idriss Déby ne se serait guère entendu avec le successeur de Paul Fontbonne et que plusieurs agents de la DGSE (dont ce dernier) auraient été expulsés du Tchad entre 1995 et 2000 : preuve s'il en fallait que la relation interpersonnelle est première à la posture politique.

Cette période de « gloire » de la DGSE au Tchad a eu un profond impact sur beaucoup de personnalités du pouvoir et de l'opposition qui, jusqu'à aujourd'hui, imaginent qu'entretenir une relation avec la DGSE ou la DRM est la meilleure garantie pour gagner une crédibilité à l'intérieur du Tchad et devenir l'un des « promouvables » au hasard des péripéties politiques, un peu comme l'appartenance à une (nouvelle) loge franc-maçonne. Combien de ces hommes ont pensé parce qu'ils parlaient à un général ou à un responsable de la DGSE (et non à un diplomate) infléchir la politique française dans un sens ou dans l'autre, oubliant bien vite qu'ils n'étaient jamais les seuls à faire antichambre pour expliquer « à la France » ses véritables intérêts et que la décision ne relevait pas (seulement) d'une conviction partagée ?

Il faut aussi souligner qu'il existe un certain nombre de diplomates qui ont jusqu'à aujourd'hui une attitude essentiellement positive vis-à-vis du Président tchadien, en dépit de l'histoire mouvementée et quelque peu sanglante de son régime. On ne traitera pas ici des anciens militaires qui, souvent, partagent encore certains points de vue de leur administration d'origine. Il est à remarquer que souvent les « rédacteurs Tchad » (i.e. les diplomates qui suivent au jour le jour ce pays) sont passés par le ministère de la Défense ou sont connus pour la chaleur des relations qu'ils entretiennent avec l'institution militaire ou sécuritaire. Parmi les autres, deux cas sont remarquables dans les années « chaudes » : Bruno Joubert, responsable de la cellule élyséenne sur l'Afrique après une belle carrière à la DGSE et au Quai d'Orsay, et son collaborateur dans différents postes, Jean-Christophe Belliard, aujourd'hui directeur Afrique après avoir été notamment conseiller dans le cabinet du Haut représentant pour la politique étrangère et de défense de l'Union européenne, Javier Solanas, à Bruxelles et ambassadeur à Addis-Abeba et auprès de l'Union africaine durant la dernière crise tchadienne. C'est sans nul doute à leurs efforts redoublés que l'on doit la condamnation de la rébellion contre Idriss Déby après juillet 2006 et la passivité de la communauté internationale quant à la recherche d'une solution à la crise de régime de cette époque. Leur posture est analysée dans la

---

<sup>25</sup> Mais souvent plus directement du chef de l'Etat lui-même comme cela est le cas sous Nicolas Sarkozy et François Hollande.

prochaine section de ce texte mais les citer ici évite de tomber dans un double amalgame : penser qu'il existe un clivage fort entre civils et militaires sur l'appréciation du régime tchadien (cela n'est que tendanciellement exact) et imaginer un quasi-consensus au sein des militaires qui n'existe plus aujourd'hui et qui, s'il a pu exister à une certaine période, n'a jamais été très profond.

## 2. Aspects changeants d'un intérêt géopolitique pour le Tchad ?

La posture française a considérablement évolué non seulement parce que la situation géopolitique a changé sur cinq décennies mais également parce que les attributions de pouvoir au sein de l'appareil d'Etat français ont évolué et avec elles les problématiques légitimes qui les identifient dans la société française.

Les années 1960 jusqu'à l'élection de Giscard d'Estaing en 1974 sont dominées par la personnalité de Jacques Foccart. La trame de sa politique est celle du maintien de l'influence française à tout coût. Un des aspects paradoxaux de cette période est que Jacques Foccart n'était pas l'aventurier qu'on décrit quelquefois mais quelqu'un qui s'appliquait à fournir une justification légale aux interventions les plus voyantes. C'est une période où l'assistance militaire est sans nuance et peut aller jusqu'à l'intervention directe dans le maintien de l'ordre. Quant aux coups d'Etat, ils suivent eux une autre logique.

Cette période est essentiellement centrée au Tchad sur la lutte contre le Frolinat, définie alors comme une rébellion fondamentalement interne. Il n'y a pas de grandes considérations régionales parce que le Soudan se situe alors clairement dans la sphère occidentale. De plus, la période 1969-1971, qualifiée de radicale dans la vie soudanaise<sup>26</sup>, est celle de l'intervention française et de la destruction des bases de la 1<sup>ère</sup> armée du Frolinat. La Libye sous le roi Idriss est dans une posture amicale et il faut un peu de temps après le coup d'Etat de septembre 1969 pour mesurer les conséquences régionales de l'arrivée au pouvoir d'une junte de jeunes officiers plutôt nassériens et tournés vers le monde arabe plus que vers l'Afrique sub-saharienne. La RCA est, quant à elle, mise en coupe réglée par un dictateur qui n'a cessé d'affirmer son émoi face à la France éternelle (incarnée dans la figure de Napoléon) et sa francophilie : Jean-Bedel Bokassa.

Ce contexte, qui n'est pas franchement apaisé mais pas hostile non plus aux « intérêts français », se dégrade sérieusement dès le début des années 1970. L'impossibilité d'une victoire définitive sur la 2<sup>ème</sup> armée dans le BET manifeste une réalité militaire qui va littéralement obséder les décideurs français pendant près de deux décennies : la sanctuarisation du Frolinat (en fait de certaines de ses factions) par Mouammar Qadhafi entouré de plusieurs officiers qui ont des liens familiaux avec le Tchad ou même la RCA.

Les années 1970, surtout après 1974, sont en effet le moment d'une très grande polarisation dans la région pour au moins trois raisons. D'abord l'élection de Valéry Giscard d'Estaing représente une rupture dans la gestion des intérêts français en Afrique : de nouveaux responsables sont aux affaires et le Président français, qui entend se distinguer de la *doxa* gaulliste, n'est pas avare d'initiatives plus ou moins réfléchies et se révèle souvent interventionniste au-delà de l'ancienne sphère coloniale, notamment dans les anciennes colonies belges ainsi qu'avec un intérêt plus manifeste pour l'Afrique lusophone et, immanquablement, l'Afrique du sud sous apartheid. Cette posture est liée à plusieurs aspects du personnage : volonté d'aller au-delà des frontières traditionnelles de l'influence française en Afrique (et donc rapprochement avec le Zaïre, le Burundi et le Rwanda), intensification des intérêts énergétiques (Afrique du sud), plus grand atlantisme.

---

<sup>26</sup> C'est celle de l'alliance entre Jafar Nimeiry et le Parti communiste soudanais, finalement éliminé dans un contre coup d'Etat en 1971. Mansur Khalid, *Nimeiri and the Revolution of Dis-May*, London, KPI, 1985.

Ensuite, la Guerre froide devient une réalité plus manifeste sur le continent africain, notamment à cause des guerres de décolonisation dans l'ancien empire portugais et de la révolution éthiopienne. Cette polarisation internationale se réverbère rapidement sur l'analyse des crises africaines où l'Union soviétique et ses alliés sur le continent sont considérés comme des menaces quasi-existentielles pour les pays pro-occidentaux. C'est dans cette période que la coopération militaire avec le Maroc s'intensifie pour « affronter » certaines crises comme cela se fait au Zaïre. C'est aussi au nom de ce primat que la politique française au Tchad évolue et que, malgré l'affaire Claustre et l'assassinat du commandant Pierre Galopin, membre du SDECE/DGSE envoyé comme négociateur<sup>27</sup>, Hissène Habré devient l'option française.

Cette évolution traduit une transformation radicale des points de vue. Alors que dans les années 1960, la France reste dans la posture la plus convenue, le soutien au seul gouvernement légal, la période giscardienne est marquée par une défiance plus grande vis-à-vis des interlocuteurs habituels de la France : l'évolution du régime Tombalbaye, la grande déception que représente Félix Malloum incapable de tenir la barre, mais aussi l'ampleur des ressources libyennes attribuées à certaines factions du Frolinat, incitent l'Élysée à évoluer et à identifier au sein du Frolinat des alternatives<sup>28</sup>.

L'attention portée à Hissène Habré peut sembler paradoxale : il fait exécuter un officier de la DGSE qui devait aider à dénouer l'affaire Claustre (mais cet officier était aussi connu pour son rôle dans la lutte contre le Frolinat) et retenu prisonnière pendant trois ans Françoise Claustre dont le mari n'a pas ménagé sa peine pour attirer l'attention de l'opinion française sur la situation au Tchad. Certains affirment que Hissène Habré était en fait très proche des services français et que les liens avaient été tissés alors qu'il achevait sa formation de sous-préfet en France. Cela n'est peut-être pas impossible mais la raison essentielle n'était pas là : Hissène Habré, très tôt et pas uniquement à cause de sa rivalité avec Goukouni Weddeye, a montré qu'il était intensément nationaliste et anti-libyen. C'est une caractéristique stratégique d'autant que cet engagement n'est pas opportuniste.

En faisant ce choix, les décideurs français en viennent également à adopter une autre thèse qui reste jusqu'à aujourd'hui partagée par l'essentiel de l'appareil d'État français : seul un président « nordiste » garantit la paix civile au Tchad<sup>29</sup>. L'année 1979 est, en effet, le moment où la vie politique tchadienne bascule en l'espace de quelques émeutes en février dans la capitale. Pour la première fois, les élites sudistes sont contestées dans Ndjamena même et ne peuvent répondre à ce défi que par le repli vers le sud du pays. A partir de cette date, le débat en France sera toujours limité par un postulat qui veut que pour contrôler les combattants du nord, la seule option est d'avoir un régime tenu par un de leurs pairs.

Même dans les moments de grande irritation vis-à-vis de Déby, ce postulat n'est jamais remis en cause. Cela montre comment les responsables français se sont enfermés dans une véritable impasse intellectuelle : la réforme de l'armée aurait dû devenir le pilier de leur politique car c'est seulement celle-ci accomplie qu'un processus démocratique digne de ce nom aurait une chance de réussite. Or

---

<sup>27</sup> Le choix d'un tel négociateur fit débat dans la presse française. Conseiller à la direction de la Garde nomade puis dans les services de renseignement tchadien, Pierre Galopin avait joué un rôle éminent dans l'affaiblissement du Frolinat et, on peut le penser, l'élimination de certains de ses cadres. Penser qu'il puisse sortir indemne d'une rencontre avec leurs camarades était un pari risqué.

<sup>28</sup> Nelly Mouric, « La politique tchadienne de la France sous Valéry Giscard d'Estaing », *Politique africaine*, n° 16, décembre 1984.

<sup>29</sup> Pour le débat Nord sud voir notamment R. Buijtenhuijs, «La rébellion tchadienne : guerre Nord-Nord ou guerre Nord-Sud ?», *Politique africaine*, 33, 1989 (parmi bien d'autres publications de cet auteur) et *Tchad : 'conflit nord-sud' mythe ou réalité ?*, Ndjamena, Centre al-Mouna, Editions Sépia, 1999. René Lemarchand, «Chad : the misadventures of the North-south dialectic », *African Studies Review*, vol. 29, n° 3, 1986. Géraud Magrin, «Un Sud qui perd le nord? Les enjeux récents de la fracture tchadienne», *Bulletin de l'association des géographes français*, vol. 79, n° 2, juin 2002.

les Français sans se désintéresser du problème n'iront jamais jusqu'au bout de cette logique. Même au début des années Déby, lorsque la situation est politiquement tendue entre Ndjamena et Paris, le débat porte plus sur une réduction du nombre de combattants (et le retour au Soudan d'une bonne partie d'entre eux) que sur une institutionnalisation de l'armée à laquelle le nouveau Président n'a absolument pas intérêt puisqu'il cesserait alors d'être l'homme providentiel et indispensable, seul capable de contrôler ces fauteurs de trouble. Il y a là une (fausse) naïveté et surtout un pari dangereux maintenu jusqu'aujourd'hui qui signifie que sans Déby il n'y a plus de paix civile au Tchad et qu'avec lui l'armée ne sera jamais une véritable institution<sup>30</sup>. Marielle Debos, dans son ouvrage, en souligne les conséquences et l'enracinement social d'un phénomène qui exigera plus que la volonté vertueuse d'une coopération internationale<sup>31</sup>.

Sans nul doute, la victoire de François Mitterrand en mai 1981 a suscité de nombreux espoirs sur le continent africain. La situation est complexe d'abord parce que le nouveau Président français n'est pas un novice dans les affaires africaines et que son point de vue est plutôt traditionnel, souvent en contraste avec celle du Parti socialiste de l'époque qui prône la fermeture des bases militaires sur le continent africain<sup>32</sup>. Elle l'est aussi parce que le gouvernement français socialiste doit donner des gages à ses alliés dans le camp occidental et prouver qu'il n'y a nulle complaisance vis-à-vis de l'Union soviétique et de ses amis dans le Tiers Monde. En même temps, le nouveau pouvoir en France veut signifier une rupture politique avec la droite française, notamment dans les relations avec ce qu'on appelle alors le Sud, qu'on pense aux déclarations tiers-mondistes de Claude Cheysson appelant à un plan Marshall pour l'Afrique ou au discours (sans lendemain) prononcé par François Mitterrand à la grande conférence Nord-Sud de Cancun sur la nécessité de rétablir les termes de l'échange.

La France va donc s'essayer à un exercice de *containment* de la Libye qui passe par différentes phases, y compris celle d'un accord politique entre les deux chefs d'Etat, qui tourne court et constitue une humiliation pour Paris. Le résultat de cette politique, pas irraisonnable mais contrainte par des considérations internationales, est d'abord le maintien d'un soutien à Hissène Habré alors que son régime fait régner la terreur (mais on espère à Paris qu'il reconstruit ainsi l'Etat), puis une implication militaire massive décrite précédemment. Dans cette longue confrontation quelquefois feutrée, quelquefois guerrière, la France conclut que la paix au Tchad ne se fera pas contre la Libye même défaite militairement. Cela explique pourquoi Paris voit avec de plus en plus de consternation se mettre en place grâce à la CIA l'organisation de combattants libyens conduits par un certain général Khalifa Heftar, fait prisonnier en 1987 lors de la bataille de Maaten al-Sarra<sup>33</sup>.

A la fin des années 1980, le sentiment à Paris est qu'il faut respecter un certain *statu quo* : la Libye n'a plus d'activités subversives sur le territoire tchadien et le Tchad ne peut prendre le risque d'abriter une opposition armée à Tripoli. Ce désaccord a évidemment une répercussion sur la politique vis-à-vis de Washington qui soutient de façon enthousiaste Hissène Habré, au point de vouloir le sauver en novembre 1990 alors que tout est pratiquement perdu.

---

<sup>30</sup> Que reste-t-il du nième reformatage de l'appareil militaire en 2010, riche de grandes décisions et de coupes sévères qui a un moment suscité le grand espoir du Colonel Jean-Marc Marill, attaché de défense au Tchad et très proche d'Idriss Déby et de Benoit Puga, autre grand admirateur du dirigeant tchadien ?

<sup>31</sup> Marielle Debos, *op. cit.* (2013)

<sup>32</sup> Jean-François Bayart, *La politique africaine de François Mitterrand*, Paris, Karthala, 1984.

<sup>33</sup> Ce dernier, réfugié aux USA après 1990 et vivant des subsides de la CIA, rentré en Libye brièvement en 1996 au moment de la tentative d'assassinat de Mouammar Qadhafi puis en 2011 où il participe au renversement du Guide. Avec l'aide de ses amis américains, il, conduit depuis le printemps 2014 une offensive contre les milices islamistes de Benghazi.



Contrairement à ce qui a souvent été écrit, le soutien à Idriss Déby rentré en dissidence après l'échec d'une tentative de coup d'état en avril 1989 n'a pas été immédiat<sup>34</sup>. En effet, Paris ne pouvait ignorer que celle-ci était motivée par la volonté d'Habrè d'élargir ses appuis en offrant des positions aux chefs de faction qui venaient de quitter l'alliance avec Goukouni Weddeye sous le giron libyen, à l'instar d'Acheikh Ibn Omar leader d'une faction des CDR. Surtout, Idriss Déby initialement se rend en Libye pour y chercher de l'aide (et l'obtenir) puis s'installe à demeure au Darfour, dans l'Est du Soudan : une démarche qui n'a sans doute pas plu à tout le monde en France tant on y revoyait un scénario de déstabilisation régionale. A Khartoum, la situation est très tendue : les islamistes qui ont pris le pouvoir ont besoin d'aide et l'appui à Idriss Déby constitue l'un des liens alors tissés avec le régime libyen qui est généreux et lui octroie suffisamment de ressources pour se consolider pendant l'été 1989.

Plusieurs facteurs vont, en dernière instance, convaincre les Français d'appuyer Idriss Déby. D'abord, comme cela est aujourd'hui bien connu, il y a l'affrontement à La Baule où Hissène Habré commet un crime de lèse-majesté en argumentant de façon véhémement contre François Mitterrand qui pourtant met beaucoup de modération dans son soutien aux démocratisations. Cet incident s'ajoute à une longue liste d'esclandres plus ou moins sérieux. Celles-ci soulignaient que Hissène Habré voulait être maître chez lui y compris dans ses relations avec les militaires français quelquefois interdits de vol ou immobilisés au sol et que le Président tchadien entendait jouer une carte américaine. Le dirigeant français estime alors que son pays a trop fait pour être traité de la sorte.

Ensuite, la France s'inquiète de la posture libyenne : certes le dispositif Epervier est là mais François Mitterrand ne se voit pas relancer une machine de guerre contre la Libye à un moment où son attention est requise par les évolutions stratégiques en Europe de l'Est. Un accommodement ne doit pas être impossible. Enfin, il y a la posture de la France vis-à-vis du nouveau régime soudanais. A Khartoum, l'ambassadeur Marcel Laugel et le chef de l'antenne de la DGSE, Paul Fautbonne, ont très vite opté pour nouer des relations chaleureuses avec le nouveau régime islamiste, ce qui d'ailleurs ne manquait pas de sel car jusqu'au coup d'état l'ambassadeur était un grand admirateur du Premier ministre Sadeq al-Mahdi emprisonné au soir du coup d'Etat. Dans les mois qui suivent, ces responsables français n'ont de cesse de cautionner l'éviction des responsables soudanais d'entreprises françaises et d'amadouer le nouveau régime.

A Paris, au moins au Quai d'Orsay, on fait mine de rester prudent et de ne pas s'engager vis-à-vis d'un régime dont le zèle répressif est trop évident. Faut-il sauvegarder les intérêts pétroliers (le fameux Bloc B au sud-soudan dont les droits de prospection sont tenus par Total) ? Jouer une carte géopolitique anti-américaine à un moment où se profile un regain de compétition sur le continent africain (c'est ainsi qu'est vue la crise au Rwanda qui débute dans la même période avec l'échec de la démocratisation) ? Parier sur une nouvelle élite politique tant les partis traditionnels soudanais ont mené leur pays au bord du gouffre, bref adopter une posture prémonitoire de la crise algérienne déjà en gestation depuis 1988 ?

S'agit-il d'une absence d'intérêt de Paris qui permet au personnel d'ambassade d'évoluer sans véritable instruction, une explication qui sera souvent mise en avant dans les années 1990 notamment lorsque les ambassadeurs Claude Losguardi et Michel Rambaud cultivent les relations les plus amicales avec des membres éminents du régime soudanais, en dépit des violations massives des droits de l'homme au Darfour, dans les monts Nouba et au Sud Soudan, sans même évoquer les banlieues de Khartoum ?

---

<sup>34</sup> Pour ce qu'en sait l'auteur, peut-être trop influencé par ses entretiens avec des responsables soudanais à cette époque.

Ce rapprochement, en tout cas, a ses enjeux et pas seulement du côté français. La junte militaire soudanaise et ses conseillers originaires du Darfour font alors le siège de l'ambassade de France pour convaincre Paris d'aider Idriss Déby, que cela passe par des canaux officiels ou officieux. Une sainte alliance anti-américaine en quelque sorte. Pour ce que l'auteur sait de ces événements, essentiellement grâce aux officiels soudanais qui se délectaient de la compétition entre l'ambassadeur et son conseiller de la DGSE, si les contacts avec Idriss Déby ont existé pratiquement tout le temps de son exil, le rapprochement et l'adoubement n'auraient eu lieu qu'à l'automne 1990.

L'arrivée d'Idriss Déby à Ndjamena le 1<sup>er</sup> décembre 1990 ne manque pas de panache : « je ne vous promets ni or, ni argent, mais la liberté » affirme-t-il face à une foule en liesse. Cette victoire a, d'un point de vue français, de multiples avantages, d'abord le simple fait qu'Idriss Déby est redevable à la France de sa victoire. Si le dispositif Epervier avait partagé ses informations avec Hissène Habré, ce dernier aurait eu le temps et les moyens de contrer ses adversaires et de se rétablir. Les Etats-Unis l'y auraient aidé sans aucune hésitation tant ils tenaient à organiser cette opposition armée libyenne. Le rôle de Paul Fontbonne dans les années qui suivent en est une illustration. Dans le même temps, la Libye est acquise au nouveau régime et, malgré les sanctions internationales qui s'appliquent à partir de 1992 contre Tripoli, Mouammar Qadhafi tient parole sur la bande d'Aouzou et ne joue pas le rôle de spoiler auquel on était habitué. Même en 1993, l'épisode Abbas Koty s'achève sans conséquence pour Idriss Déby<sup>35</sup>. Certes, dans la suite, le dirigeant libyen s'autorise quelques manquements à cette règle (notamment avec Youssouf Togoïmi et Moïse Ketté, dit-on) mais ceux-ci ne mettent jamais réellement en danger le régime tchadien. On peut y voir la volonté de Qadhafi de rappeler à son homologue tchadien qu'il lui est redevable ou cette habitude qu'il avait à cultiver des relations avec tous les camps en même temps.

Il est, cependant, un aspect sur lequel la France perçoit très vite un danger : le Soudan qui a laissé faire plus qu'il ne s'est engagé dans la campagne militaire de Déby (à l'inverse de ce qu'il fait à l'Est pour renverser le régime éthiopien et détruire les sanctuaires des insurgés sud-soudanais) pourrait vouloir faire perdurer son influence au Tchad. En effet, durant les premières années, les responsables français s'inquiètent de ces troupes tchadiennes qui parlent l'arabe soudanais et sont originaires du Darfour (et qui, dix ans plus tard, fournissent les bataillons de l'insurrection au Darfour). Il y a également une inquiétude sur les velléités de prosélytisme islamiste mais l'ethos des Zaghawa n'a guère de penchant pour ce type d'idéologie : le pouvoir offre trop d'avantages pour devoir soudain en accepter certains et en exclure d'autres<sup>36</sup>.

Les années 1990 sont marquées plutôt par la résurgence d'une tension avec les Etats-Unis dans la grande région. La crise du Rwanda, le conflit au Sud-Soudan, la guerre au Zaïre puis en République démocratique du Congo, tout semble converger vers une Amérique plus impériale et une France plus déclassée. Le Tchad va s'insérer dans ce dispositif et offrir ses services, officiellement ou officieusement.

Ndjamena va essentiellement s'impliquer dans le règlement de plusieurs crises ou s'efforcer dans limiter l'ampleur. Dans les années 1990, la RCA est gouvernée par Ange-Félix Patassé qui, démocratiquement élu en 1993, semble peu à peu perdre pied et fait flèche de tout bois contre la

---

<sup>35</sup>Bichara Idriss Haggat, *Tchad : Témoignage et combat politique d'un exilé*, Paris, L'Harmattan, 2003.

<sup>36</sup> Les islamistes soudanais, notamment ceux aujourd'hui bien représentés dans le Mouvement pour la justice et l'égalité affirment que le but du régime soudanais et d'Hassan Tourabi alors son mentor n'a jamais été de pousser dans une telle direction. L'essentiel était ailleurs : d'une part de conserver les meilleures relations avec Paris dans une période d'isolement diplomatique grandissant avec l'Occident et de l'autre sécuriser zone frontalière avec le Tchad qui, comme la tentative avortée de soulèvement de Daoud Bowlad, pouvait devenir un second front pour le MPLS. Grâce à Idriss Déby, cela ne sera pas le cas jusqu'en 2003. L'Erythrée par contre aidera à la constitution d'un front dans l'Est du Soudan.

France au point de rechercher une alliance avec la Libye. Les chefs d'Etat de la région ne peuvent accepter ce qu'ils considèrent être un aventurisme et Idriss Déby tente plusieurs fois de convaincre son homologue qu'il lui faut raison garder. Comme on le sait, non seulement le Président Patassé fait appel aux troupes libyennes mais il s'associe également avec le Mouvement de libération du Congo de Jean-Pierre Bemba dont les troupes volent, pillent et violent sans retenue à Bangui. Sacrilège supplémentaire, Ange-Félix Patassé offre également l'hospitalité à des opposants tchadiens et, par cela, ne semble pas interdire la possibilité d'une sanctuarisation de rebelles tchadiens dans le nord de la RCA.

La guerre au Zaïre puis en RDC est à la fois une guerre civile et une guerre que se mènent des coalitions internationales plutôt improbables. La France (avec la Belgique) s'oppose à l'Ouganda et au Rwanda soutenus par le Royaume Uni et les Etats-Unis. Le Tchad financé par la Libye et diplomatiquement appuyé par la France intervient en RDC sans grand impact en 1998 mais outre ces pays, le Soudan lui est également redevable puisque l'intervention tchadienne mécaniquement affaiblit l'Ouganda grand allié du MPLS. Idriss Déby, alors que le dossier de la construction du pipeline est sur la table, sait consolider des amitiés.

Beaucoup de rumeurs accréditent également une intervention non officielle du Tchad dans la guerre civile congolaise de 1997. Les Français sont alors divisés. Si Jacques Chirac entend soutenir son ami Denis Sassou-Nguesso, son Premier ministre de cohabitation, Lionel Jospin, ne veut pas intervenir et n'a de sympathie pour aucun des deux camps, l'un ayant systématiquement refusé d'appliquer la constitution, l'autre s'étant préparé de longue date à une confrontation militaire sans opter pour d'autres moyens plus pacifiques. Idriss Déby n'a pas ces pudeurs et, telles sont du moins les rumeurs récurrentes à Paris et dans la région, envoie sans uniforme des soldats se battre aux côtés de Sassou.

Les intérêts économiques et notamment pétroliers font alors débat. Dès 1992, Elf est sollicité pour rentrer dans le consortium d'exploitation pétrolière au Tchad, à côté d'Exxon. S'agit-il d'une récompense octroyée par Déby pour remercier la France (Elf est une compagnie d'Etat) ou au contraire d'une demande française que Déby ne pouvait qu'accepter ? Ce dilemme est un modèle du genre au Tchad, comme on le remarque en 2013 lors de l'intervention militaire tchadienne au Mali : est-ce la réponse à une demande française ou est-ce une décision tchadienne pour obliger l'allié français ? En 2000, après qu'Elf ait été privatisée, Total décide ne pas y participer et pour avoir communiqué cette décision, un ambassadeur de France, Alain du Boispean, est expulsé<sup>37</sup> : il était déjà coupable aux yeux du régime de trop rechercher les faveurs de la société civile tchadienne où les opposants et les sudistes figuraient en grand nombre.

Les années 2000 sont celles de la guerre et de la Chine. L'émergence de la Chine populaire sur la scène internationale et, en Afrique, notamment au Soudan voisin en est un aspect cardinal. Pékin, au-delà de déclarations lénifiantes, a comme les pays occidentaux (la France en particulier) des intérêts et les défend avec des moyens propres. Le Tchad, qui n'est pas encore un producteur de pétrole, a fait le choix de Taïwan mais en août 2006 rejoint l'immense majorité des pays africains et rompt ses relations avec Taïpeh. Certes, il est fort probable qu'en faisant ainsi, Idriss Déby entend obtenir une

---

<sup>37</sup> Les deux des raisons qui auraient poussé Total à ne pas rentrer dans le consortium étaient la très forte politisation des liens entre Paris et Ndjamena et la requête par Ndjamena de la construction et de la gestion d'une raffinerie qui aurait mis en péril la rentabilité jugée fragile alors de l'exploitation pétrolière. Le premier aspect, vu sous l'angle économique, constituait une faiblesse car le climat des affaires pouvait se détériorer dès lors que des tensions politiques apparaissaient. La gestion d'une raffinerie au Tchad était considérée comme un véritable casse-tête compte tenu des mauvaises habitudes du régime. La saga des problèmes rencontrés par la raffinerie de Djermaye depuis son ouverture en 2011 ne peut donner tort à l'entreprise française... D'un autre côté, on doit souligner le mélange des genres : si Total est une entreprise privée, pourquoi un ambassadeur doit communiquer sur ses décisions. Une situation absolument similaire à ce qui s'est passé au Soudan.

attitude plus neutre de Pékin lorsque le différend entre Tchad et Soudan est examiné au Conseil de sécurité des Nations unies mais il y a plus et bien plus<sup>38</sup>.

Ce choix d'Idriss Déby est également congruent avec ses ambitions en termes de politique intérieure. Cette décennie est celle de la Chine et il ne veut pas en être exclu de cette prodigalité chinoise. Taiwan n'a certes pas démérité mais a peu à offrir au-delà de ses projets agricoles. La Chine prise dans son jeu d'équidistance dans un conflit qu'elle ne veut initialement pas voir, répond avec prudence. Néanmoins, d'autres enjeux prévalent et Pékin doit s'activer peu avant les Jeux olympiques pour éviter un boycott prôné par les soutiens internationaux des rebellions du Darfour et prouver sa neutralité active. 2008 c'est aussi la crise financière internationale qui incite les autorités chinoises à revoir avec plus de lucidité le coût de ses engagements sur le continent africain. Mais le Tchad s'en sort bien, peut-être parce que, comme le font valoir les critiques, il y a peu d'hésitation de la part du Palais rose pour promouvoir Pékin<sup>39</sup>.

Le 11 septembre 2001 est un événement global mais il a fallu quelques années pour en mesurer les implications sur le continent africain. En 2013 avec la crise malienne et ses répercussions sahéliennes, cette affirmation semble relever de l'évidence et pourtant tel n'est pas le cas pendant une bonne partie des années 2000 si l'on fait exception de la Somalie où le lien est fait rapidement avec pour effet d'occulter les dynamiques internes de la crise qui déchire ce pays depuis 1991.

Dans cette nouvelle géopolitique qui se met en place au début des années 2000, rien n'est exactement comme on aurait pu le penser avant. Le Soudan, qui est dirigé par un régime islamiste sous sanctions internationales pour soutenir le terrorisme depuis août 1993, se révèle un allié dans ce domaine. L'aggiornamento des dirigeants soudanais tient surtout à la crise politique intérieure qui éclate en décembre 1999 avec l'éviction de celui qui, jusqu'alors, semblait le mentor du régime et l'inspirateur de ses aventures internationales. Affaibli au niveau intérieur, Khartoum n'a de choix qu'une lente normalisation qui débute au printemps 2000 et s'accélère avec le lancement des négociations Nord-Sud à Machakos au Kenya en juin 2002. La coopération anti-terroriste est jugée suffisamment fructueuse par Washington pour que le chef des services de sécurité soudanais, Salah Abdallah Gosh, soit invité à Langley (siège de la CIA) en mai 2005 alors que, par ailleurs, la diplomatie américaine qualifie la politique de Khartoum au Darfour de génocidaire.

Dans le même ordre d'idée, la Libye de Qadhafi se donne en 2003 des airs de réforme trois ans après la levée des sanctions internationales<sup>40</sup>. Les islamistes, radicaux ou moins radicaux, n'ont jamais bénéficié de la mansuétude du régime. Cette ouverture à l'Occident qui se traduit par l'arrêt de toute tentative de construire une filière nucléaire et le démantèlement d'installations pouvant produire des armes de destruction massive, génère de nombreux espoirs en Occident au-delà d'une coordination dans la lutte contre les réseaux de recrutement djihadistes (les Libyens fournissent par exemple un contingent important dans les rangs d'al-Qaïdah en Afghanistan et en Iraq). L'ouverture économique pousse les uns et les autres à beaucoup de compromis, à l'instar du Royaume uni de Tony Blair, de l'Italie de Silvio Berlusconi ou de la France sous la houlette de l'ineffable Nicolas Sarkozy.

Le Tchad ne peut rester à l'écart d'un tel mouvement dans la recomposition qui s'amorce alors. La décomposition du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien en fournit

---

<sup>38</sup>Romain Dittgen and Daniel Large, « China's growing involvement in Chad: escaping enclosure? », South African Institute of International Affairs, *Occasional Paper*, n° 116, May 2012.

<sup>39</sup> Entretiens Ndjamenas, janvier 2013.

<sup>40</sup> On pourra se reporter à l'analyse d'un ancien diplomate américain en poste à Tripoli qui décrit bien les espoirs soulevés par cette ouverture et l'impasse dans laquelle la Libye était retombée en février 2011 : Ethan Chorin, *Exit the colonel. The hidden history of the Libyan revolution*, New York, Public Affairs, 2012.

l'occasion en mars 2004<sup>41</sup>. Les relations de Ndjamenas avec Washington n'ont jamais été excellentes depuis décembre 2010 : Idriss Déby, par exemple, n'a jamais été reçu à la Maison blanche malgré (ou à cause peut-être) de sa longévité politique. Les rapports sur la situation des droits de l'homme au Tchad mis en ligne sur le site du Département d'Etat sont sans commune mesure avec la langue de bois qui nourrit le site du Quai d'Orsay (sur le Tchad et bien d'autres pays)<sup>42</sup>. L'ambassade des Etats-Unis à Ndjamenas a toujours fait grand cas de l'appui à la société civile alors que les ambassadeurs de France, notamment Jean-Pierre Berçot et sur un mode plus poli, Brunot Foucher, dans les années 2000 l'ont traitée avec condescendance voire hostilité car jugée complice de l'opposition et trop critique vis-à-vis du chef d'Etat tchadien<sup>43</sup>. On est alors loin du comportement d'un Yves Aubin de la Messuzière en poste à Ndjamenas de 1991 à 1994, qui lui recevait l'opposition et la société civile sans se démonter.

Pourtant, au-delà de l'empathie qu'ils ont témoignée à la population, nombre de diplomates américains ont rempli leur mission avec détermination. Le fait que la France soit aux avants postes pour sauver le soldat Déby leur donnait une marge de manœuvre supplémentaire dont ils ont quelquefois fait usage dans leur analyse de la situation<sup>44</sup>. Mais, pour l'essentiel, le soutien au régime est resté ferme, même si dépourvu d'illusions qui pouvaient exister du côté français. En particulier, les militaires américains auront formé entre 900 et 1000 hommes à la lutte anti-terroriste à partir de 2005 (ceux-ci ont été déployés au Mali en janvier 2013) et ce sont ces troupes qui ont été les premières à affronter les rebelles tchadiens après avril 2006. De la même manière, des équipements militaires ont été acheminés même si ce sont pour l'essentiel Israël et la France qui occupent les premières places dans les années de révolte ouverte contre le régime<sup>45</sup>.

Et puis, il y a le lointain proche, les turbulences qui agitent les pays voisins. D'une certaine manière, la crise en RDC après les accords de Sun City en juin 2003 trouve un cours mouvementé mais qui n'affecte plus directement ses voisins du nord. L'essentiel est acquis : le sort de la RDC doit désormais se décider dans la capitale, à Kinshasa, et non dans l'Est du pays comme cela avait été le cas en 1997. Etrangement dans une période où les antagonismes entre membres du Conseil de sécurité sont aiguisés par les différends sur l'Irak, les points de vue se rapprochent, pas suffisamment pour garantir la paix en RDC mais suffisamment pour contenir la crise. L'intervention européenne en Ituri de juin à septembre 2003, même si la très grande majorité des troupes est française, souligne cette convergence internationale quand bien même l'environnement régional de la RDC reste divisé sur la solution.

Le renversement d'Ange-Felix Patassé en mars 2003 correspond à l'inverse à un consensus régional adoubi par Paris. Après les émeutes et les soulèvements militaires dans la capitale en 1996 et janvier 1997, malgré les efforts d'une partie de la classe politique centrafricaine, de la région et de la France, le président Patassé n'arrive plus à retrouver ses marques et le régime s'enfonce avec détermination. Des alliances régionales trop hétérodoxes et changeantes, une gestion interne qui n'en méritait pas le nom tant l'improvisation et la prédation dominaient, la dégradation de la santé intellectuelle du président centrafricain, la violence des réactions aux tentatives de subversion, tout s'additionne dans

---

<sup>41</sup> La participation de militaires américains à ce haut fait d'armes n'est pas officiellement reconnue. Voir <http://www.algerie-dz.com/article136.html>

<sup>42</sup> Voir par exemple le rapport de 2013 :

<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dclid=220096>

Et : <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm#wrapper>

<sup>43</sup> Dans les entretiens

<sup>44</sup> Wikileaks fournit de nombreux télégrammes du poste de Ndjamenas, qui, s'ils apprennent peu sur le fond, permettent de prendre la mesure de la fidélité des ambassadeurs de France entre 2006 et 2010 à la personne de Déby. Aveuglement, naïveté, instruction suivie à la lettre : au lecteur de choisir.

<sup>45</sup> Pieter Wezeman, "Arms flows to the conflict in Chad", SIPRI, *SIPRI Background Paper*, August 2009.

une arithmétique de l'effondrement. L'arrivée au pouvoir de François Bozizé en mars 2003 n'est pas simplement une aventure tchadienne comme le disent les Centrafricains en décembre 2012, elle est le résultat d'un véritable coup d'état régional. Ce changement de régime en RCA conforte Idriss Déby mais lui donne également une responsabilité plus grande qu'il doit assumer en fournissant des troupes dans la force de paix régionale (FOMUC puis MICOPAX après 2008)<sup>46</sup>.

Mais les dynamiques politiques au Soudan vont remettre en cause le bel agencement régional qui prend alors forme : une Libye avide de réintégrer la communauté internationale après la levée des sanctions, le Congo Brazzaville réconcilié avec lui-même, la RCA enfin stabilisée, et la RDC sortie d'un cercle vicieux de conflits attisés par ses voisins.

Le début des négociations de paix entre le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) de John Garang et le gouvernement à Khartoum à Machakos en juin 2002 ont des implications très fortes au niveau interne, régional et international. Au niveau interne, elles laissent augurer un accord définitif et un partage des ressources pétrolières. La guerre au Darfour a des origines anciennes et complexes mais le regain de combats dès 2002 et son début « officiel » en février 2003 sont absolument liés à ces négociations de paix. Les dirigeants du MPLS voient d'un très bon œil l'ouverture d'un nouveau front dans l'Ouest du Soudan, moins parce que cela illustre la thèse d'une multiplicité des périphéries en révolte contre l'Etat central que parce qu'il fournit un moyen de pression supplémentaire dans les négociations au Kenya.

Cette politique du pire (soutenir la guerre plutôt que de mettre à l'ordre du jour une autre négociation) se révèle une erreur d'appréciation coûteuse pour le MPLS dans la mesure où les accords de paix avec Khartoum signés en janvier 2005 pâtiennent d'une moindre attention de la communauté internationale jusqu'en 2008 à cause du conflit dans l'Ouest du Soudan<sup>47</sup>. Les insurgés au Darfour veulent absolument bénéficier des mêmes privilèges en terme de redistribution de la manne pétrolière que les Sud-Soudanais et certains d'entre eux estiment qu'il faut aller jusqu'à Khartoum pour l'obtenir, quitte à rendre obsolètes des accords de paix signés au Kenya. C'est une sale guerre sans rémission qui s'ouvre alors et qui dure jusqu'aujourd'hui quand bien même ses protagonistes ont considérablement évolué dans la durée de ce conflit<sup>48</sup>.

Au niveau régional, le conflit au Darfour fournit une occasion à certains pays d'apurer leurs comptes avec Khartoum. C'est évidemment le cas de certains pays alliés au MPLS dans la guerre, qui escomptent une embellie économique avec l'argent qui se déverse au Sud-Soudan et veulent affaiblir Khartoum pour donner au MPLS une meilleure position dans la négociation à l'instar du Kenya, de l'Ouganda et, avec beaucoup plus de prudence, de l'Ethiopie. La Libye est dans un état d'esprit plus radical. Son dirigeant estime que la tentative d'assassinat à laquelle il a échappé en 1996 a été organisée avec le soutien de Khartoum. Le régime soudanais qui, à ses débuts, a feint l'admiration et emprunté au système politique libyen la structure des comités locaux et du Congrès national, s'en est très vite éloigné dans sa volonté de fédérer tous les islamistes et nationalistes arabes radicaux après la fin de la guerre du Golfe en 1991. Cette distance s'est muée en une véritable opposition derrière la quiétude des déclarations diplomatiques.

---

<sup>46</sup> Pour une description des différentes opérations consulter : <http://www.operationspaix.net/accueil.html>

<sup>47</sup> Que n'a-t-on alors entendu des responsables du MPLS et de cadres sudistes qui protestaient devant la réorientation des flux financiers des donateurs du Sud-Soudan vers le Darfour ? Jusqu'à aujourd'hui, en dépit d'une alliance de façade, le MPLS-Nord a quelque problème à traiter ses alliés darfouris sur un pied d'égalité.

<sup>48</sup> Claudio Gramizzi et Jérôme Tubiana, *Forgotten Darfur: Old Tactics and New Players*, Genève, Small arms Survey, 2012, accessible à <http://www.smallarmssurveysudan.org/fileadmin/docs/working-papers/HSBA-WP-28-Forgotten-Darfur.pdf>

Le soutien militaire aux insurgés du Darfour est, dans un tel contexte, une opportunité qui ne peut être déclinée. C'est d'autant plus le cas que le MPLS qui aurait dû déclarer sa dette vis-à-vis de la Libye pour le soutien octroyé dans les premières années de son existence entretient un silence de plomb pour ne pas mécontenter ses amis évangélistes américains. Cependant, pour préserver une unité arabe ou africaine de façade, il faut préserver les apparences et une bonne partie de ce soutien militaire transite par le Tchad, au vu et au su des autorités qui sont dûment récompensées en nature et en espèces pour leur aveuglement passager, un peu comme cela s'est fait pendant des années avec l'aide militaire au MPLS transitant par l'Ouganda. Le paradoxe de la situation est bien sûr que la Libye se trouve ainsi du même côté que les Etats-Unis dans l'opposition à un Etat-voyou avec la différence que Washington recherche soudain un apaisement ou du moins un espace de négociation pour clore la guerre au Sud-Soudan<sup>49</sup>.

Pour la France, au-delà des déclarations ampoulées sur la paix à venir, ce qui se passe alors correspond à un véritable déclassé dans la région. Paris avait clairement parié sur Khartoum dans les années 1990 pour toute une série de raisons dont certaines étaient estimables (contenir la guerre civile algérienne ou éviter une trop grande radicalisation du camp islamiste, par exemple). Paris avait durablement négligé l'opposition au gouvernement soudanais et notamment le MPLS qui ne rêvait que de répondre à l'identique<sup>50</sup>. Or Paris entend peser dans les négociations de paix, ne fût-ce que pour se rapprocher des autorités de Juba et sécuriser des intérêts pétroliers sans pour autant perdre l'influence acquise à Khartoum. Le gouvernement soudanais, quant à lui, a bien compris qu'on est dans un moment impérial et que la France compte bien peu (surtout après la confrontation au Conseil de sécurité sur l'Irak) par rapport à la détermination américaine, notamment celle de George W Bush.

Les négociateurs cependant sont surpris par le conflit au Darfour, par une violence qui, après mai 2003, se traduit par des dizaines de milliers de morts, des milliers de villages brûlés et des déplacements forcés de centaines de milliers de personnes. La communauté internationale a voulu d'abord voir dans la guerre au Darfour une crise humanitaire et ce n'est qu'à l'approche du 10<sup>ème</sup> anniversaire du génocide rwandais (et les élections de mi-mandat aux Etats-Unis) que les Nations Unies et les Etats occidentaux ont réagi. La France a suivi les autres, notamment l'Union européenne qui est décisive dans la saisine de la CPI en mars 2005<sup>51</sup> : le changement d'ambassadeur en 2004 traduit ce rééquilibrage indispensable de la politique française au Soudan. La condamnation de Khartoum permet aussi de passer par pertes et profits le soutien accordé pendant des années par Paris au régime soudanais, un acte utile dans le contexte qui vient d'être décrit.

La gestion du conflit au Darfour n'est pas la plus simple à partir de ce moment-là tant l'ambassade de France à Khartoum rend compte de l'implication multiforme du Tchad dans la crise, provoquant l'ire de l'ambassadeur de France à Ndjamena, Jean-Pierre Berçot, toujours disposé à défendre son hôte envers et contre tout et aussi un certain embarras à Paris où le Quai d'Orsay, par le biais de Brunot

---

<sup>49</sup> C'est la quadrature du cercle version américaine : Washington doit discuter avec un interlocuteur à Khartoum qu'il caractérise de trois manières fondamentalement distinctes. Le régime soudanais est génocidaire au Darfour ; il est un interlocuteur difficile (mais pas plus que le MPLS) pour la mise en œuvre des accords de paix signés en janvier 2005 ; il est un allié dans la lutte contre le terrorisme.

<sup>50</sup> L'auteur en a été le témoin direct de nombreuses fois.

<sup>51</sup> Une décision saluée par tous les Européens qui pourtant sonne le glas de toute influence sur les affaires soudanaises. On comparera d'ailleurs les applaudissements européens et français lors de l'inculpation du président soudanais en mars 2009 et le silence de plomb lors de l'annonce par la CPI de l'abandon des poursuites contre le président Kenyatta en décembre 2014. La belle utopie d'une justice internationale se fracasse contre la réalité des intérêts d'Etats.

Joubert, alors directeur des Affaires africaines, et de Michael Deslaines,<sup>52</sup> nie tout lien entre la guerre au Darfour et les soubresauts politiques au Tchad.

Ce changement politique pourtant traduit aussi l'émergence dans la diplomatie française (et plus largement dans le champ politique) d'un courant qu'on appellera ici, sans trop de nuances, néo-conservateur à la suite des positions prises par Bernard Kouchner. Le régime soudanais est aux yeux de ses membres, le Mal (absolu). La solution est de le renverser et pour ce faire peu importe qui est à la manœuvre : le MPLS dont le comportement vis-à-vis des populations sud-soudanaises est souvent meurtrier ou les insurgés du Darfour dont le programme politique est dans les limbes. Par réaction, les régimes voisins sont parés de tous les atouts dès lors qu'ils s'opposent peu ou prou à Khartoum.

Dans les années chaudes, Jean-Christophe Belliard peut sans doute être considéré comme un représentant de ce courant pour cette région du continent. Spécialiste de l'autodérision<sup>53</sup>, jamais en manque d'une petite histoire qui émoustille les journalistes, il devient non seulement le spécialiste du Soudan dans un ministère où l'on n'aime guère s'intéresser aux détails mais défend une politique par laquelle il faut combattre le Mal parce que c'est le Mal (soudanais). Cette posture quasi-religieuse (et donc plutôt paradoxale pour un franc-maçon) est absolument en cohérence avec les secteurs les plus durs de l'Administration américaine. Elle permet de reconstruire une écoute au sein des oppositions armées à Khartoum souvent sévères avec l'alignement pro-Khartoum des années 1990 et, avantage collatéral essentiel, suggère une politique d'appui aux Etats de la région désireux de s'opposer au régime soudanais, sans trop s'attarder sur leurs mérites démocratiques propres.

Ce tour de passe-passe, fréquent de l'autre côté de l'Atlantique, permet ainsi d'éviter de questionner l'histoire du régime tchadien, de transformer la survie de son président en une lutte déterminée de la laïcité contre la volonté d'arabisation et de radicalisation islamique de Khartoum (argument entendu si souvent durant ces années). Quant à la démocratie, elle peut attendre partout sauf au Soudan : ambassadeur en Ethiopie (un pays où les élections se gagnent à 99%), Jean-Christophe Belliard n'aura de cesse de défendre le président Meles Zenawi contre les critiques des organisations de droits de l'homme et de l'opposition (forcément irresponsable). La démocratie chez les néo-conservateurs s'arrête aux frontières des ennemis, ailleurs elle n'est qu'un supplément d'âme....

Si ce diplomate a pour lui de bien connaître le Soudan, il voisinera dans ces années de crise avec des collègues comme le conseiller spécial de Bernard Kouchner, Eric Chevallier, dont le grand talent (ou seule véritable conviction) aura été de plaire à son ministre. Ce courant aura pour lui de multiplier les superlatifs, de jouer de l'émotion des opinions publiques, de tout promettre pour faire si peu et si mal.

Ce courant aura également de nombreux soutiens au ministère de la Défense mais il faut dire qu'en général, à l'Elysée et dans les grandes institutions, c'est plutôt les « réalistes » (pour ne pas dire les « purs conservateurs ») qui dominent et savent surfer sur un discours public populaire, comme l'est un temps celui d'Urgence Darfour, sans forcément partager la sincérité et la compassion des militants de ces causes. Bruno Joubert est sans doute un représentant prestigieux de cette tendance qui considère que puisque Déby est la meilleure barrière contre Omar al-Béchir et que son maintien

---

<sup>52</sup> Rédacteur Tchad au Quai d'Orsay, Michael Deslaines a séjourné de nombreuses années au Tchad avant de prendre ce dossier et il n'a pas non plus le parcours typique d'un diplomate. Très proche de certains militaires travaillant dans l'entourage de Déby, il fait partie du groupe des « réalistes » (tels Michel de Bonnecorse chef de la cellule Afrique à l'Elysée de 2002 à 2007), i.e. de ceux qui pensent qu'Idriss Déby est le seul à garantir la paix interne même si son comportement n'est pas exemplaire. Cette réserve ne limite d'aucune manière l'appui au dirigeant tchadien dans la crise de 2005-2009.

<sup>53</sup> Cette autodérision à ses limites comme s'en est rendu compte Laurent Bigot, grand spécialiste du Mali (et à ce titre jaloué) et diplomate mis à pied en 2013, qui lui faisait des analyses décapantes plutôt que des plaisanteries de bon aloi.



traduit une influence sauvegardée en Afrique centrale, il est un bon dirigeant, le reste mérite certes un peu d'attention mais demeure secondaire.

Ecrire ces lignes en 2014 incite à réfléchir aussi sur les particularités de ces années marquées par la toute-puissance du verbe, par l'exhibitionnisme des responsables politiques et de leurs conseillers qui multiplient les approximations et quelquefois les mensonges juste pour réciter un texte conforme à leurs opinions les plus profondes ou aux attentes des journalistes. Que n'ont-ils dit pour transformer l'aide à une population soudanaise qui avait tout perdu et était réfugiée dans l'Est du Tchad en soutien déterminé et inconditionnel à un régime impliqué dans cette déstabilisation régionale ? Que reste-t-il des grandes déclarations de Bernard Kouchner sur le Darfour si ce n'est ses voyages d'affaires au Tchad ?

### 3. Stabilité, vous avez dit stabilité ?

La politique française au Tchad est paradoxale à bien des égards. A certains moments, elle est proprement coloniale, tout entière concentrée dans le micro-management d'une crise pas toujours essentielle pour ses intérêts. A d'autres, elle surfe sur l'histoire au prix d'approximations qu'on n'accepterait pas d'un lycéen. Elle est aussi, et de manière plus justifiée, mue par une certaine irritation : Paris n'a pas à décider qui doit être chef de l'Etat au Tchad et trop souvent certains dirigeants de l'opposition se comportent comme si l'aval de Paris valait soutien populaire. On pourra rétorquer comme l'illustrent les années 2000 que si la politique française respectait les principes (démocratiques) qui sont censés l'organiser, Idriss Déby aurait eu à se comporter autrement pour être au pouvoir en 2014 après avoir gagné lesdites élections en 2006 et 2011.

On l'a décrit en détail, l'arrivée d'Idriss Déby au pouvoir est l'expression d'un certain consensus tripartite entre Paris, Tripoli et Khartoum, même si la France doit déployer beaucoup d'efforts pour minimiser la présence des combattants originaires du Darfour et l'influence de Khartoum à Ndjamena. La nécessité de sanctuariser les situations politiques des deux pays est assumée dès ce moment-là. L'implication positive de la Libye est évidemment analysée comme un facteur de succès supplémentaire. Idriss Déby sait jouer la carte de l'humilité politique dans ses premiers mois de règne. Il est alors un officier dont le talent militaire et le courage politique sont reconnus mais son aptitude à faire de la politique reste indéterminée.

Aussi se proclame-t-il, *urbi et orbi*, partisan d'une démocratisation et d'une réintégration de la plupart des cadres du régime Habré dans le nouveau régime. Il n'y a ni justice ni réconciliation dans les premières années mais plutôt une série de règlements de compte dont les responsables ne sont pas identifiés jusqu'à aujourd'hui. Cependant, cette amnésie d'Etat toute relative permet de donner l'illusion que la clôture du système factionnel est achevée et que seule la lutte politique civile est à l'ordre du jour. Les années 1990 montrent combien cette vision est illusoire mais, à l'inverse des deux décennies précédentes, les conflits se déroulent à l'intérieur du territoire tchadien et leurs implications régionales sont faibles.

L'élection présidentielle de 2001 permet à Idriss Déby d'accéder à un second et dernier mandat. Elle est organisée dans un climat politique différent de celle de 1996, notamment parce que la cohabitation en France interdit au président Chirac de répéter la manœuvre faite alors afin d'aider son poulain : exit les experts électoraux du RPR si utiles en 1996. C'est aussi la cohabitation en France qui rend plus fortes les protestations au Tchad sur les nombreuses fraudes commises par une administration aux ordres.

En bon tacticien, Idriss Déby évite alors une confrontation directe. Dans un entretien au principal journal français en juin 2001, il explique posément que son second mandat est bien sûr le dernier comme le stipule la constitution et qu'il sera fondamentalement consacré à la transition et aux défis du développement<sup>54</sup>. C'est sur cette assurance que se clôt la polémique. Sauf qu'il faut y croire et que les responsables politiques tchadiens en doutent rapidement : les élections parlementaires de 2002 révèlent d'ailleurs que les mauvaises habitudes sont toujours omniprésentes. Malgré des consultations avec les partis politiques avant les élections et la redéfinition d'une CENI, le MPS rafle l'énorme majorité des postes (113/155). La disparité entre la très faible participation en milieu urbain (moins de 22% par exemple à Ndjamena) et l'extraordinaire implication du vote rural (le taux national de participation montant à plus de 52%) indiquent bien les voies et moyens de la fraude.

---

<sup>54</sup> « Il me reste à préparer le Tchad à l'alternance », *Le Monde*, 5 juin 2001.

Mais qu'importe : ces élections se déroulent au même moment que les élections françaises qui lèvent l'hypothèque de la cohabitation et permettent à Jacques Chirac d'être réélu.

2003 est l'année du grand tournant au Tchad (et dans la région comme on l'a vu). Mais, 2003 c'est peut-être d'abord la fragilité de l'homme qui a dirigé le Tchad depuis décembre 1990 : il tombe dans le coma lors du sommet de l'Union africaine à Maputo en juillet et n'est sauvé que par l'action décisive et rapide de la France. Il est transporté par un vol médicalisé à Paris et hospitalisé en urgence. Pendant sa convalescence naît un nouveau pacte avec Paris qui resserre une relation distendue par les années de cohabitation entre Lionel Jospin et Jacques Chirac (1997-2002). Si l'on n'en connaît pas les termes exacts, il est troublant de voir le soutien français se maintenir année après année après 2003 alors même que les dérapages sont multiples<sup>55</sup>.

Lorsque, quelques mois plus tard, Idriss Déby (ou pour être plus exact, son parti) annonce un changement de la constitution pour faire sauter le verrou de deux mandats présidentiels, personne à Paris ne bronche, au contraire, alors qu'ailleurs en Afrique la diplomatie française fait preuve d'une plus grande audace. En effet, il n'est pas courant de voir un ministre français célébrer le changement constitutionnel qui met fin à la limitation de deux mandats pour un président africain, mais c'est ce qui se passe au Tchad<sup>56</sup>. En général, c'est plutôt un silence gêné.

Ainsi 2003 est aussi l'année où Idriss Déby se déclare indispensable à son propre pays. Exit la promesse faite après les élections présidentielles tronquées de 2001, de quitter sa fonction au terme de son second mandat en mai 2006. L'exploitation du pétrole<sup>57</sup> qui débute alors laisse augurer une radicale embellie financière, bien que celle-ci soit initialement sous tutelle de la Banque mondiale<sup>58</sup>. Mais, même en l'absence de pétrole, il est douteux qu'Idriss Déby eût volontairement abandonné le pouvoir, même si son entourage ne cessait de l'espérer. Sans doute est-ce le même type de débat qui prévaudra en 2016.

Lors de son congrès en novembre 2003, le Mouvement Patriotique du Salut (MPS) annonce changer la constitution et demande à Idriss Déby de se représenter en 2006. Cette rupture d'engagement prend les barons du régime à contre-pied. Beaucoup voient la poursuite du règne d'Idriss Déby comme inacceptable. Le premier sans doute à le manifester publiquement est l'un des membres fondateurs du MPS, ancien ministre et gouverneur, alors en poste comme ambassadeur à Washington, Ahmat Hassaballah Soubiane. Il fait défection dans les premiers jours de décembre 2003 mais se trouve vite handicapé par l'implication de son groupe ethnique, les Arabes/Mahamid, dans les milices de Khartoum qui déciment alors le Darfour occidental. Son rôle dans les affrontements armés de 2007 et 2008 reste marginal et il rentre à Ndjamena au terme d'une négociation rondement menée en Libye. Il est depuis 2013 à nouveau membre du bureau politique du MPS, illustrant un des

---

<sup>55</sup> On pourra en particulier se reporter à la prose officielle du groupe parlementaire des amitiés France-Tchad et autres rapports des élus français qui, derrière la célébration des liens entre les deux pays, mettent quand même le doigt sur le décalage entre le discours public de la diplomatie française et une réalité moins avenante sur le terrain. Voir par exemple le rapport de la visite présidée par George Fenech, (pas vraiment un gauchiste donc) : <http://www.assemblee-nationale.fr/12/rap-dian/dian026-2005.asp>

<sup>56</sup> Xavier Darcos n'hésite pas à déclarer lors de sa visite à Ndjamena le 28 mai 2004 : « La France soutient la position du président Deby qui a été élu démocratiquement et par deux fois, elle salue le fait que l'Assemblée nationale, à une majorité supérieure à celle qui d'habitude soutient le gouvernement, a approuvé la révision de la Constitution ».

<sup>57</sup> Géraud Magrin, *Le sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir*, Montpellier & Saint Maur les Forêts, Cirad et Editions Sépia, 2001.

<sup>58</sup> Pour un historique et une analyse de l'utilisation des revenus pétroliers, voir Gilbert Maoundonodji, *Les enjeux géopolitiques et géostratégiques de l'exploitation du pétrole au Tchad*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2009.

paradigmes de la vie politique tchadienne : comment dissidence et ralliement fonctionnent de façon circulaire<sup>59</sup>.

La défection la plus dangereuse pour Idriss Déby vient de proches parents qui ont joué un rôle éminent dans le régime jusqu'alors : les jumeaux Tom et Timan Erdimi. Cette rupture est importante car Tom et Timan Erdimi connaissent tous les rouages du système Déby, et ont joué un rôle important dans les purges et les promotions mais aussi dans les détournements<sup>60</sup>. Ils vont attirer dans leur sillage de nombreux Zaghawa hostiles à Déby ou désireux de parier sur eux. Cette dissidence est déjà pressentie au congrès du MPS de novembre 2003 puisqu'ils le boudent. Elle devient manifeste lors de la tentative de coup d'Etat de mai 2004 menée par des proches des deux jumeaux.

Un troisième personnage entre en scène un peu plus tard en 2006 et se voit affubler un temps d'un salafisme voire d'un islamisme radical pour avoir fait défection alors qu'il était ambassadeur en Arabie saoudite : Mahamat Allatchi Nouri. Ce dernier, Gorane/Anakaza comme Hissène Habré, a été l'adjoint de ce dernier pendant les longues années de lutte mais était remercié en 1988 lors de la banqueroute d'Air Tchad, une compagnie d'Etat qu'il avait dirigée et mise en faillite. A Ndjamena, il avait joué un rôle important pour faciliter les activités de la communauté soudanaise et l'on peut penser que c'est grâce aux amitiés tissées alors que les services de sécurité soudanais ont facilité sa défection et sa nomination à la tête de la rébellion à partir de l'été 2006, lorsque Mahamat Nour (Tama) est incité à jeter l'éponge : quelques mois plus tard, il se rallie à Idriss Déby. Après avoir réchappé de peu à une tentative d'empoisonnement fin 2007, il se réfugie à l'ambassade de la Libye dans la confusion de février 2008 et finit par quitter le pays. Certains observateurs soulignent alors également la présence à ses côtés d'anciens proches de Hissène Habré, quand bien même ses relations avec ce dernier sont dégradées depuis longtemps mais le goût de la revanche autorise bien des compromissions.

Sans aller plus avant dans la description de la rébellion qui se met en place sous diverses appellations à partir de l'automne 2005, il faut noter que ses soubassements ethniques sont remarquables : Arabes, Zaghawa, Gorane sont trois groupes qui jouent depuis 1979 un rôle important dans la vie politique et les directions des multiples factions armées tchadiennes. Cependant, deux remarques tempèrent une telle appréciation. D'une part, ces communautés sont divisées et les péripéties militaires des années 2006, 2007 et 2008 l'attestent à l'envi. Défections et ralliements sont la norme d'un côté et de l'autre, attestant un comportement déjà observé dans les épisodes précédents de la guerre civile. D'autre part, l'absence totale des Sudistes (faut-il dire les Tchadiens du Sud ?) et le très faible nombre des Hadjarai (groupe important du centre du Tchad qui a joué un rôle important dans la victoire de décembre 1990) constitue une faiblesse stratégique de l'opposition armée<sup>61</sup>. Cette absence crédibilise l'idée que cette dernière obéit au doigt et à l'œil à Khartoum et fait donc plus figure de force supplétive du Soudan dans le conflit par procuration qui éclate en 2005 entre les deux pays. Une appréciation qui ne résiste pas à l'analyse mais encore faut-il vouloir la mener.

---

<sup>59</sup> Voir Marielle Debos, *op.cit.*, (2013) sur ce dispositif.

<sup>60</sup> Les raisons de leur opposition sont en fait plus complexes car il y a une rivalité intra-Zaghawa forte que les uns et les autres ne mentionnent que de manière biaisée. Idriss Déby est accusé de n'être qu'un plébéien qui utilise les moyens de l'état pour propulser son frère Timan Déby à la tête d'un sultanat Bilia, question de marginaliser les aristocrates Kobé et notamment la famille Hagggar. Sa gestion souvent désordonnée et surtout arbitraire suscite des rancœurs d'autant qu'il répond à ses critiques en les accusant de détourner de l'argent public, une accusation répétée *ad nauseam* par les diplomates français qui pourtant ferment les yeux sur les agissements bien connus de la famille présidentielle.

<sup>61</sup> Les espoirs mis dans le colonel DjibrineDassert, le Mr Godot de la rébellion, se révèlent illusoire. Cependant des combattants Hadjarai appartiennent au Front Uni pour le changement de Mahamat Nour et à la faction conduite par Adouma Hassaballah.

Deux crises différentes font résonance : la crise politique de succession au Tchad et la guerre au Darfour<sup>62</sup>. Ce système de conflits se joue dans les fractures de la confédération Zaghawa des deux côtés de la frontière dans la mesure où ils constituent dans tous les camps un contingent stratégique d'un point de vue militaire. Il se consolide également dans les migrations forcées qui résultent des combats, du laisser-faire des autorités d'un côté ou de l'autre de la frontière vis-à-vis des déplacés, des crimes de masse qui sont alors commis, omis pour certains ou au contraire mis en exergue pour d'autres afin d'illustrer une thèse politique.

Ce dispositif mine complètement l'ordre régional car les puissances extérieures, Libye, France et Etats-Unis chacune à son titre, jouent leur carte et défendent leurs intérêts sans grand intérêt pour le devenir des populations, qu'on aide pour mieux protéger ou affaiblir leurs dirigeants. La Libye est l'armurier du conflit au Darfour : elle approvisionne en armes les factions qu'elle soutient comme elle l'avait fait avec le Frolinat provoquant les mêmes effets mais elle le fait via le Tchad, d'abord officieux puis plus officiel qui en retire des prébendes substantielles.

La France, au lieu de contenir cette politique dont elle a vu comment elle produisait du factionnalisme durant les années 1970, laisse faire arc-boutée qu'elle est dans la défense du pouvoir tchadien. L'ambassadeur Jean-Pierre Berçot agonit de critiques ceux qui pourtant avaient été quelques mois auparavant ses meilleurs interlocuteurs avant de faire défection au Darfour. Contre toute évidence, il essaie de sanctuariser un régime par rapport aux événements du Darfour, feignant d'ignorer l'hospitalité donnée aux mouvements insurgés et à leurs dirigeants, les facilités de recrutement dans les camps de réfugiés soudanais et les trafics d'armes qui déstabilisent aussi l'Est du Tchad.

L'opprobre est réorientée sur l'opposition intérieure, notamment la Coordination des partis politiques pour la défense de la constitution (CPDC, qui regroupe les partis d'opposition les plus crédibles) et la société civile, soudain coupables de tous les maux du pays et responsables de toutes les infamies qui se passent dans l'Est: son discours du 14 juillet 2006 est un modèle du genre tant il multiplie anathèmes et amalgames sans autre attention que celle de célébrer le dirigeant tchadien. Le fait qu'une telle allocution soit prononcée par le représentant d'une démocratie est un pur scandale mais à Paris, on fait le dos rond et on hausse les épaules en disant qu'il n'y a rien à espérer de plus de cet ambassadeur. Comme le dit alors un haut responsable à l'Élysée : « on l'avait nommé à Ndjama pour nous dire comment pensait Déby, pas pour penser comme lui ».

Idriss Déby qui se conçoit aussi comme le leader de son propre groupe ethnique, les Zaghawa, s'enferme dans une médiation sans objet sur le Darfour à moins que cette dernière n'ait eu pour objet de rétablir un rôle pour la France dans les négociations intra-soudanaises. Les mauvaises langues à Khartoum disent alors que cette facilitation coûte très cher et n'obtient aucun résultat tangible : son responsable du côté soudanais, Hassan Borgo, est finalement embastillé pour avoir siphonné des fonds à son profit et à celui du président Déby<sup>63</sup>.

Le réchauffement des liens avec le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE) de Khalil Ibrahim (Zaghawa/Kobé) et la fraction de Mini ArkuMinawi (un Zaghawa/AwladDigayn) au sein du Mouvement pour la libération du Soudan (MLS) à partir de juin 2005 est une manière de récupérer le contrôle des initiatives des uns et des autres pour soutenir la rébellion au Darfour et d'empêcher une conjonction avec les opposants de son premier cercle. Manœuvre réussie mais qui coûte alors à Idriss

---

<sup>62</sup> Roland Marchal, « Tchad/Soudan : vers un système de conflits ? », *Politique africaine*, n° 102, juin 2006,

<sup>63</sup> Hassan Borgo, libéré des geôles soudanaises, est venu rejoindre en 2010 son frère installé de longue date à Ndjama où il dirige une radio (et même une station de télévision). Il est devenu en quelques mois l'interface obligé de tous les projets impliquant les Chinois. Entretien Ndjama, janvier 2013.

Déby l'appui de Khartoum et permet la sanctuarisation au Darfour d'une opposition armée hétéroclite, divisée, et sans projet autre que la fin de son règne.

Sans faire ici la chronologie des affrontements militaires qui débutent dès décembre 2005 et s'achèvent au printemps 2009, il faut souligner la décomposition de l'appareil militaire tchadien avec d'importantes défections en février et mars 2006. L'attaque sur Ndjamena en avril 2006 tourne court grâce à l'intervention d'avions de chasse français, ce qui aurait dû alors interroger opinion publique et élus en France sur l'appui de Paris à Idriss Déby, mais que ne le fit pas. Il est clair que le dispositif militaire français est alors en alerte et que l'appui au régime va bien au-delà des accords de coopération militaire dont on trouve mention sur le site du quai d'Orsay, sauf à penser qu'il existe des clauses restées secrètes. La cellule de commandement opérationnel à la présidence de la République bénéficie de l'expertise française, pourtant exclue dans un tel cas.

Paris, cultivant les syllogismes, transforme une rébellion tchadienne aidée par le Soudan en une opération de mercenariat de Khartoum qui ose attenter à l'intégrité du Tchad. Pourtant, un aspect important de cette rébellion soulignée par exemple par l'ambassadeur américain en 2006 dans ses télégrammes à Washington révélés par Wikileaks, c'est qu'elle est tchadienne et ne fait pas appel aux fameux mercenaires soudanais mentionnés dans les déclarations officielles de Ndjamena et Paris. On pourrait sourire en se remémorant la politique française en RDC ou en RCA (où l'onction est donnée à François Bozizé, pourtant à la tête d'un mouvement peu centrafricain) durant ces années mais la politique française au Tchad ne se discute pas, elle se défend.

Jean-Pierre Berçot, jugé un « clone » d'Idriss Déby, est finalement rappelé à Paris contre la volonté du président tchadien qui appréciait l'homme et lui avait donné toute sa confiance<sup>64</sup>. Il quitte Ndjamena d'ailleurs avec plusieurs mois de retard en octobre 2006. Il est remplacé par Brunot Foucher, ancien sous-directeur Afrique de l'Ouest qui avait à Paris mandat sur ce pays.

Bruno Foucher fait partie de ces surdiplômés du Quai d'Orsay qui ont fait une première partie de leur carrière ailleurs, pour lui à la DGSE. Proche de Bruno Joubert, il obtient son premier poste d'ambassadeur au Tchad dans cette période très mouvementée. Sa lettre de mission est d'accompagner Idriss Déby mais de « ne pas penser comme lui ». Il arrive à Ndjamena dans un climat difficile puisque son prédécesseur est parti contraint et forcé. De plus, il est d'emblée mis en difficulté car, peu après avoir présenté ses lettres de créance, il doit transmettre au Président tchadien une lettre polie mais ferme du ministre de la Défense français, Michèle Alliot-Marie, concernant le recrutement des enfants soldats dans l'armée tchadienne. La France est en effet alors le pays cadre pour une conférence sur les enfants soldats qui s'est tenue en février 2007 : s'il est commode de dénoncer la présence d'enfants dans les rangs de la rébellion, il l'est moins lorsqu'il s'agit de l'armée d'un pays ami<sup>65</sup>.

Disons-le : la tâche de Bruno Foucher ne pouvait pas être aisée. D'abord c'est le premier poste d'ambassadeur du diplomate et, pour faire carrière, il est essentiel que ces années se passent le mieux possible. Le métier de diplomate en France malgré quelques tentatives de réforme par Alain Juppé puis Hubert Védrine n'a guère suscité d'aggiornamento : ni Dominique de Villepin, encore moins

---

<sup>64</sup> Il faut aussi dire que ce duo était plutôt un trio avec Abakar Mannani, basé à Paris, stipendié par la DGSE mais également par d'autres services qui, quand il n'était pas dans ses petites affaires, se transformait en messenger auprès de Déby. Pourquoi un tel dispositif ? Pourquoi cet homme en particulier ? L'auteur n'a aucune réponse à ces questions pourtant élémentaires. Peut-être un passé commun en 1989-1990 ?

<sup>65</sup> Les journalistes avaient filmé sans y prendre garde des effectifs de l'armée où étaient des adolescents. Il était impossible qu'a la France, pays cadre pour la convention sur les enfants soldats ne réagisse pas. Idriss Déby, pas très content, a fait amende honorable. Les recrutements ont continué (l'auteur doute que cela procède de la volonté du Chef de l'Etat) mais les adolescents étaient mieux dissimulés aux journalistes. L'opposition armée n'avait pas le même tact et a très vite eu le monopole des critiques (justifiées) sur le recrutement d'enfants.

Philippe Douste-Blazy et Bernard Kouchner trop intéressés par leur propre personne et trop surs de leurs connaissances innées, n'ont eu à cœur de réfléchir à l'évolution nécessaire du métier de diplomate. Bruno Foucher va donc être ce que sont beaucoup d'ambassadeurs dans des pays difficiles : tétanisé dans la défense du régime, au point d'oublier qu'une opposition politique a le droit d'exister, qu'une bonne part de l'irresponsabilité dont on la taxe est surtout due au fait qu'elle n'est simplement pas au pouvoir<sup>66</sup> (car que dire de la gestion gouvernementale sous Idriss Déby ?), qu'une société civile peut faire preuve de défiance et qu'à tout prendre la démocratie reste le moins mauvais des systèmes de gouvernement dans le monde, y compris au Tchad. Avec plus d'intelligence que son prédécesseur, mais une froide détermination, il surveille, rectifie, fait renvoyer ceux et celles de ses subordonnés qui ne partagent pas son empathie pour le régime d'Idriss Déby. Il s'active aussi pour faire partir la correspondante de RFI, soupçonnée d'une trop grande indépendance dans une crise où tous les Français se doivent d'être derrière le chef d'Etat tchadien<sup>67</sup>. Ce que beaucoup de ses collègues ne comprendront pas, c'est que cette attitude demeure alors même qu'après juin 2009, le régime est hors de toute menace. C'est à cette époque qu'il est surnommé au Quai d'Orsay par ses propres collègues « l'ambassadeur du Tchad à Ndjamena ».

Ensuite, il évolue dans un milieu français qui n'a rien fait pour l'épauler et lui permettre d'acquérir une certaine hauteur de vue dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités. Son principal interlocuteur au Quai d'Orsay est alors Éric Chevalier à la tâche pour satisfaire son ministre qui le fait nommer ministre plénipotentiaire en 2008<sup>68</sup>. Le conseiller du ministre est encore plus inexpérimenté et il est surtout, plus encore que Bruno Foucher, soucieux de réussir : les embrassades avec Déby, le silence méprisant sur les opposants politiques et la société civile, les approximations, rien ne manque au petit soldat humanitaire.

Enfin, le nouvel ambassadeur doit aussi tenir compte des militaires et ceux-ci, à Ndjamena, à l'état-major des Armées à Paris et à l'Élysée comptent dans des positions dirigeantes des officiers absolument acquis à la survie à tout coût de Déby et hostiles à toute considération pour les oppositions. Intelligents, talentueux et intrigants à l'instar d'un Benoit Puga, ils ont aussi pesé en faveur d'un soutien inconditionnel au président tchadien.

Entre ambitions, incompétences et partis pris, il est difficile de faire le tri et surtout de prendre suffisamment de distance pour comprendre ce qui se joue alors. On ne peut mieux mesurer la mauvaise foi et l'aveuglement de cette période qu'en relisant l'audition du diplomate français à la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et ses réponses aux questions précises du parlementaire Gaétan Gorce (PS)<sup>69</sup>.

En France, les homologues de Bruno Foucher souvent tiennent un discours autrement plus critique sur le dirigeant tchadien dont l'affairisme a fourni de belles pages à certains livres. Mais, ce qui est frappant dans toute cette période tumultueuse chez les « réalistes », c'est que jamais on accepte un processus démocratique comme une solution aux tensions qui déchirent le Tchad. « Donnez-nous un nom ? Qui peut le remplacer ? » : telle est la question dix fois entendue alors à l'Élysée et au Quai d'Orsay. L'idée de parier sur un processus plus que sur un nom est inacceptable. Elle l'est d'autant plus que très vite l'opposition civile tchadienne semble miser sur une quasi-victoire de l'opposition armée pour restaurer sa place au centre de l'arène politique, et que cette option n'est pas en 2006 la moins impossible.

---

<sup>66</sup> La situation française est le plus bel exemple de telles controverses...

<sup>67</sup> Voir le témoignage de Sonia Rolley, *Retour du Tchad. Carnet d'une correspondante [de RFI]*, s. l. Actes Sud, 2010

<sup>68</sup> Cette nomination à l'un des postes le plus élevés de la diplomatie française sans expérience professionnelle réelle et sans réussite marquante provoquera de nombreux remous mais aucun recours administratif.

<sup>69</sup> <http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/cr-cafe/09-10/c0910046.pdf>

La riposte française se fera à plusieurs niveaux et l'incapacité de l'opposition armée à dépasser le seul champ de l'affrontement guerrier en signe le succès. La France pèse de tout son poids pour faire valider internationalement sa caractérisation de l'opposition armée tchadienne. Des institutions comme l'Union africaine savent mal résister aux injonctions de Paris (ou à la conviction de Jean-Christophe Belliard alors à Addis-Abeba) comme on le voit en février 2008, alors même qu'elle n'avait cessé d'appeler à un dialogue « inclusif » en 2006, quelle que soit ici la signification de ce terme.

Ensuite, pour Paris, il convient de sanctuariser le Tchad pour laisser au régime le temps de se réorganiser, d'acheter de nouvelles armes, d'acquérir des moyens aériens, de former des techniciens pour mener la guerre et la gagner. Cela sera le but assigné à une force internationale qui est d'abord européenne (EUFOR Tchad/RCA) puis onusienne (MINURCAT II) de courte durée puisqu'Idriss Déby en demande le départ à l'aube de la normalisation avec Khartoum<sup>70</sup>.

Enfin, pour contrer les très nombreuses critiques qu'on retrouve dans les cénacles internationaux concernant la mauvaise gouvernance au Tchad et la nature autoritaire de son régime, un processus politique analysé plus avant dans ce texte est mis en place sous l'égide de l'Union européenne. Ce dispositif vise à confirmer l'extranéité de toute opposition armée à un quelconque processus politique et à jouer de la faiblesse de l'opposition civile pour proposer un processus politique dont le succès ne pourra être mesuré qu'après le réarmement d'Idriss Déby, soit les élections de 2011.

Les rebelles sont pris dans des contradictions qui rappellent combien le Tchad a changé depuis les années 1960 et combien il a peu changé. Si tous les acronymes des mouvements armés évoquent l'union, la démocratie, la réalité du fonctionnement est tout autre et finalement assez similaire à ce qui se passe dans le camp adverse. De la même manière que des chefs militaires décident ou non d'aller à la bataille et recrutent leurs combattants dans leur environnement ethnique, il n'est pas rare de voir des officiers supérieurs recruter dans des unités différentes de l'armée leurs soldats ou d'aller les chercher sur le marché de Ndjamena, voire dans leur région d'origine. C'est d'ailleurs ce mode de recrutement qui explique pourquoi la question des enfants soldats est récurrente au Tchad, tant du côté des rébellions que des forces gouvernementales.

La différence importante est qu'Idriss Déby est chef d'Etat, bénéficie de privilèges et d'un appui à la décision militaire sans commune mesure avec ses adversaires approvisionnés par des services de sécurité soudanais qui privilégient un jour les uns, un jour les autres. Cette organisation acéphale de l'opposition armée traduit le fait qu'il n'y a pas de véritable programme politique, juste une volonté commune de défaire Idriss Déby.

L'attaque des rebelles tchadiens sanctuarisés au Darfour fin janvier et début février 2008 contre Ndjamena est un autre moment où sont validées différentes options. D'abord, le soutien français et libyen à Idriss Déby est confirmé après un moment d'hésitation puisque les troupes françaises préservent l'aéroport alors que des officiers supérieurs français, dont l'attaché de défense à Ndjamena et le général Benoit Puga alors sous-chef des opérations à l'état-major des armées à Paris, contribuent de manière essentielle à la sanctuarisation de la présidence tchadienne et à la contre-offensive le dimanche 3 février. Qadhdhâfi, quant à lui, fournit les munitions pour les tanks tchadiens que transportent les avions français.

Pourtant, la consternation naît plus du comportement des chefs rebelles qui, arrivés dans la capitale, se divisent sur le nom du successeur (pourtant seulement « intérimaire ») d'Idriss Déby alors que la bataille n'est ni finie, ni gagnée. Cette stupéfaction populaire est également renforcée par l'ampleur

---

<sup>70</sup>Outre le témoignage de Sonia Rolley, ainsi que la collection d'analyses : [http://www.bmlv.gv.at/pdf\\_pool/publikationen/eufor\\_tchad\\_revisited.pdf](http://www.bmlv.gv.at/pdf_pool/publikationen/eufor_tchad_revisited.pdf)



des pillages dans les quartiers pauvres de Ndjamena et l'attitude des commandants des colonnes de renfort rebelles qui se « perdent » dans l'Est tchadien et/ou décident de s'approprier matériels et carburant afin de n'être pas dépourvus de ressources pour le prochain épisode. Même si les affrontements militaires ne prennent fin qu'au printemps 2009, la rébellion armée perd en février 2008 tout le crédit politique que la population de façon hésitante pouvait octroyer à ceux par qui le changement aurait pu arriver. Cette bataille de février 2008 n'est pas simplement une défaite militaire pour les rebelles, elle est surtout une déroute politique.

Le dimanche 3 février après-midi, c'est l'opposition civile qui est frappée : certains de ses dirigeants sont enlevés et Ibni Oumar Mahamat Saleh, grande figure de l'opposition démocratique et rassembleur national, ne réapparaîtra plus. Ce meurtre pèse jusqu'à aujourd'hui dans l'équation tchadienne et souligne la permanence d'une impunité tolérée par les pays occidentaux, notamment la France et les Etats-Unis. Paris obtient une déclaration du président du Conseil de sécurité le 4 février ne s'intéresse nullement au sort des chefs de l'opposition alors tenus encore pour disparus, alors qu'en France, Bernard Kouchner et Nicolas Sarkozy écrasent une larme sur leur sort devant micros et caméras<sup>71</sup>.

Il s'agit de sauver le soldat Déby et le reste relève du dommage collatéral. Plus tard, lorsque la Commission d'enquête incriminera la garde rapprochée du chef d'Etat tchadien, la France n'en tirera aucune conclusion<sup>72</sup>. Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner se lancent dans un exercice de relations publiques qui ne les a pas grandis mais la presse et les parlementaires français (à la notable exception de certains élus socialistes) oublient vite : la consternante affaire de l'Arche de Zoé aura mobilisé bien plus d'énergie que le comportement de l'armée et de la diplomatie française durant ces trois jours. *Sic transit gloria mundi*.

On aurait pu croire que l'élection de François Hollande à l'Elysée et l'arrivée de Laurent Fabius au Quai d'Orsay auraient changé les termes du débat. Ibni Oumar était membre de l'Internationale socialiste et avait le respect, quelquefois l'amitié, de ses camarades socialistes français. C'était oublier que le PS de 2012, dans sa hâte à retrouver à nouveau le pouvoir, n'hésiterait pas à sacrifier les amitiés devenues inutiles.

Comme il fut répondu à l'auteur en décembre 2012 à l'Elysée, le nouveau pouvoir en France a supprimé le poste de conseiller à la garde personnelle de Déby occupée en février 2008 par un officier supérieur de la DGSE, Jean-Marc Gadoulet. Pour le reste, c'est une question tchadienne et la France depuis le début soutient formellement l'idée d'une instruction judiciaire au Tchad. Il n'y a aucune interrogation à avoir sur les événements d'un point de vue français (en contradiction donc avec le vote des parlementaires PS en 2008) : rien à dire sur le comportement (forcément exemplaire) du personnel diplomatique et militaire français pendant ces journées, rien. On le constate d'ailleurs dans les trajectoires professionnelles des principaux acteurs de ces journées. Bruno Foucher est ambassadeur à Téhéran, Bruno Joubert à Rabat, le colonel Marill après deux années supplémentaires au Tchad est rentré à Paris et s'occupe d'histoire militaire, le colonel Gadoulet a certes été mis à la retraite et il s'occupe d'otages au Mali. Benoit Puga est resté Chef d'état-major particulier à la présidence de la République : tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes<sup>73</sup>.

---

<sup>71</sup> [S/PRST/2008/3](http://www.un.org/fr/sc/documents/statements/2008.shtml) du 4 février 2008 accessible à

<http://www.un.org/fr/sc/documents/statements/2008.shtml>

<sup>72</sup> La lecture de ce document d'une liberté de ton surprenante s'impose :

<https://www.fidh.org/IMG/pdf/Rapportcommissiondenquete.pdf>

<sup>73</sup> Il faudrait aussi considérer les positions occupées en février 2008 par ceux qui occupent aujourd'hui des fonctions importantes dans la prise de décision sur la politique africaine. L'attitude aussi du PS par rapport à

La réconciliation avec Khartoum à partir de l'été 2009 souligne le réalisme du dirigeant tchadien. Certes, grâce à la France et à l'intervention européenne, il gagne du temps, achète des armes (et pas seulement en France), forme des personnels et acquiert un avantage stratégique sur ses opposants. Mais, il comprend aussi qu'une guerre larvée avec le Soudan l'épuiserait sans réellement lui permettre de gagner. De plus, faire la paix avec le Soudan a un avantage pour Déby : cela lui permet de reprendre la main en milieu Zaghawa, de retrouver une position dominante en leur sein et de mieux gérer les conséquences de la guerre car de nombreuses familles du régime veulent être dédommagées. Mais cette paix a aussi un coût dans la mesure où il doit écarter (y compris dans sa famille la plus proche) ceux qui ont pactisé avec l'opposition au Darfour et faire le choix de promouvoir les éléments les plus tchado-tchadiens de son groupe.

Cette normalisation des relations entre les deux Etats a également des conséquences plus surprenantes qui, peut-être, peuvent prêter à sourire un instant. Ainsi du mariage du président Déby et d'une des filles de Moussa Hilal, un des responsables initialement des *Janjarweed* soudanais et surtout l'un des chefs coutumiers de la tribu des Mahamid, également présente au Tchad où elle a été plutôt dans l'opposition. Ce mariage, qu'on dit bien évidemment d'amour même s'il a coûté une somme rondelette aux coffres de l'Etat tchadien, a été perçu comme une réconciliation nécessaire après les propos très durs tenus jusqu'en 2008 par Idriss Déby contre les membres de ce groupe. Il est, incidemment, également une manière de contenir les critiques sur l'assassinat d'Ibni Oumar Mahamat Saleh dont l'épouse appartient à l'une de ses grandes familles. Une explication alternative est qu'en s'alliant ainsi avec Moussa Hilal, Idriss Déby conserve une influence au Darfour au-delà de son propre groupe ethnique, tant il est vrai que Moussa Hilal joue sa propre carte au Darfour avec ou sans l'assentiment de Khartoum.

Enfin, la victoire militaire autorise enfin Idriss Déby à utiliser les revenus pétroliers à d'autres buts que l'achat d'armements ou d'opposants. La transformation du Tchad en état rentier produit presque mécaniquement toute une série d'effets qui sont encore plus saillants à cause des formes de sa victoire. Sans surprise, alors que certains partenaires internationaux auguraient une décompression autoritaire, c'est plutôt l'inverse qui se produit avec l'arrestation récurrente de journalistes et d'hommes politiques, l'événement de complots réels ou imaginaires et la rétractation des alliances sociales du pouvoir en place. De la même manière que certains régimes ont besoin d'ennemis pour exister (tels les deux Soudan voisins), Idriss Déby s'inquiète de la recomposition de l'ordre régional qui prend forme avec le début des printemps arabes et l'insurrection en Libye.

Les crises régionales ont des effets ambivalents sur le régime tchadien. Idriss Déby prend sur la crise libyenne une position courageuse et lucide : il n'a pas d'illusion sur ce qui pourrait suivre et le dit pendant des mois avant de s'incliner en juin 2011 et de rallier ses alliés occidentaux<sup>74</sup>. Il est d'ailleurs assez paradoxal de retrouver Barak Obama et Nicolas Sarkozy alliés de fait avec Omar al-Bachir, pendant que leur meilleur ami dans la région, Idriss Déby, défend autant que faire se peut le dictateur libyen<sup>75</sup>. Evidemment, cette posture relève non seulement de sa clairvoyance mais aussi de ses intérêts bien compris : avec la disparition de Mouammar Qadhafi, il perd son meilleur (et plus riche) allié dans la région. Dans les années 2000, le dirigeant libyen avait multiplié les investissements au Tchad au point que le gouvernement lui avait alloué un ancien terrain de football au centre-ville de Ndjamenas pour construire une université arabe, un projet particulièrement mal

---

Bernard Kouchner et ses collaborateurs de cette époque aussi devrait susciter quelques interrogations. Mais, le corporatisme de la haute fonction publique permet toutes les amnésies.

<sup>74</sup> Hugh Roberts, « Who said Gaddafi had to go ? », *London Review of Books*, vol. 33, n° 22, 17 November 2011.

<sup>75</sup> Roland Marchal, « Libya, Chad and Sudan: three challenged States and a weird triangle » contribution à une conférence à la National Defence University, Washington, juin 2011.

reçu par de larges franges de la population. Mais qui avait dit qu'Idriss Déby était le rempart francophile contre l'arabisation du Tchad ?

De fait, malgré des déclarations conciliantes de part et d'autre, les relations avec le nouveau régime à Tripoli restent tendues. La visite du Premier ministre libyen à Ndjamena en décembre 2012 n'a pas réglé les contentieux, dont celui de la restitution des avoirs libyens au Tchad. Idriss Déby est soupçonné par Tripoli d'aider les Toubou (qui sont un groupe transfrontalier) afin que ces derniers gardent le contrôle sinon des villes de Koufra et Sebha, du moins de la route qui les lie au Tchad et au Niger et qui constitue un axe essentiel du commerce sahélien<sup>76</sup>. De plus, une partie des ex-rebelles tchadiens a grossi les rangs de l'opposition à Mouammar Qadhafi sous l'impulsion de Khartoum et vit désormais dans le Sud et l'Est libyens en l'attente de l'émergence d'une nouvelle rébellion.

La France de Nicolas Sarkozy a été aventuriste en Libye et c'est à François Hollande qu'il est advenu de gérer les conséquences multiformes de cette crise d'abord avec l'opération Serval au Mali puis depuis août 2014 avec l'opération Barkhane dont l'état-major est établi à Ndjamena. La gestion un peu décalée par Paris de la crise en RCA fournit un pendant de l'aide importante que représente la présence d'un contingent tchadien au Nord Mali. C'est peut-être pour remercier le dirigeant tchadien que Paris a fait preuve d'une extraordinaire naïveté dans la crise centrafricaine en laissant la Séléka prendre le pouvoir en mars 2013 à Bangui et s'y installer de trop longs mois sans prendre la mesure des exactions qui se déroulaient alors au vu de tous.

Les responsables français ont dû rapidement déchanter car à l'inverse de 2003 lorsque l'armée tchadienne intervient pour mettre au pas les « libérateurs » (combattants tchadiens sous les ordres de François Bozizé), en 2013 la RCA sombre sans que le président tchadien n'assume ses responsabilités. Aveuglement ? Laisser faire puisque le produit du pillage relance le commerce dans les grandes villes du Sud tchadien ? Doute sur ses forces puisque les meilleures troupes sont alors au Mali ? En tout cas, le départ des troupes tchadiennes de la force de l'Union africaine en avril 2014 à la suite de représailles sur les populations à la suite d'une embuscade meurtrière ne provoque aucun état d'âme du côté de leurs homologues français et africains : au moins une confrontation entre troupes africaines est-elle ainsi prévenue...

L'opération Barkhane avec l'installation de son quartier général à Ndjamena souligne la contradiction inhérente à la politique française de lutte contre le terrorisme dans le Sahel : comment demander à des Etats qui acceptent de recevoir des troupes françaises de réformer leur gouvernance interne ? Les frustrations démocratiques vont durer et avec elles la recherche d'une contestation radicale des pouvoirs en place.

---

<sup>76</sup> Sur les Toubous, on peut se reporter à l'ouvrage de Jean Chapelle, *Nomades Noirs du Sahara : les Toubou*, Paris, L'Harmattan, 1982 et Catherine Baroin, *Gens du roc et du sable : les Toubou*, Paris, Editions du CNRS, 1988.

## 4. La politique européenne vis-à-vis du Tchad

Malgré ce titre très englobant, on ne parlera pas ici de l'ensemble des programmes de l'Union européenne (UE) au Tchad. On se limitera à deux aspects importants qui ont marqué la crise des années 2000 mais ne sauraient seuls définir ce qu'est l'histoire de l'UE dans ce pays. Basée sur quelques entretiens au Tchad et à Bruxelles, cette partie reste centrée sur ce qu'on a pompeusement appelé l'accord du 13 août 2007 et sur l'intervention militaire européenne dans l'Est du pays, EUFOR Tchad/RCA, dont le but était de « faire quelque chose pour le Darfour » et sécuriser le travail des humanitaires dans cette partie du pays.

La situation après l'élection de Nicolas Sarkozy et la nomination de Bernard Kouchner au Quai d'Orsay (dépouillé déjà de services importants) est, comme on l'a expliqué, très sérieuse au Tchad. Il faut sanctuariser le régime d'un côté afin de lui laisser le temps de se reconstruire militairement. D'un autre côté, la campagne électorale a été marquée par de multiples promesses par ces deux hommes politiques français sur le Darfour : c'est d'ailleurs Bernard Kouchner qui, lors d'un meeting à la Mutualité en mars 2007, appelle à sauver les enfants du Darfour. Sans surprise, il donne au Darfour la priorité et pense renouveler au Soudan ce qu'il avait fait dans les Balkans : des couloirs humanitaires pour un meilleur accès aux victimes.

Le problème est que le Darfour décrit à Paris en 2007 correspond assez peu à celui qui existe au Soudan : les humanitaires (ONGs et agences onusiennes) réagissent négativement à cette idée au point de se faire accuser de ne vouloir « rien » faire pour le Darfour, alors qu'ils y sont souvent depuis longtemps, bien avant que Bernard Kouchner ne découvre ce drame. On reconnaît là une manière de fonctionner habituelle chez lui et ses affidés : les crises n'existent que lorsqu'ils décident d'en parler et évidemment discuter leur approche équivaut à se réfugier dans l'indifférence. Quelque peu chahuté et humilié, notre grand ministre sait rebondir : puisqu'on ne peut rien faire au Darfour, agissons dans l'Est du Tchad où les choses vont mal notamment à cause des exactions commises par les milices pro-gouvernementales soudanaises et certains groupes de l'opposition armée tchadienne qui font aussi dans le banditisme de grand chemin, ainsi que, mais cela on ne veut pas le voir à Paris, par les méfaits de groupes, quelquefois militaires, issus du régime tchadien.

Ce projet suscite la méfiance d'Idriss Déby : les Nations Unies, il n'en veut pas et ne les aime pas (il le montrera une fois de plus en 2010 en les renvoyant d'une singulière manière). Surtout, il ne veut pas de mandat politique, de conditionnalités, bref rendre des comptes. Bernard Kouchner propose alors une mission européenne. Elle a de nombreux avantages. La France y sera la mieux représentée et veillera au grain ; la force étant multinationale, la France ne sera pas en première ligne diplomatiquement. Si la force n'a pas de mandat politique propre, il faut offrir une alternative qui réponde aux demandes et aux inquiétudes des alliés européens qui s'interrogent sur l'agenda caché de Paris dès lors qu'il s'agit d'Afrique. Ce sera l'accord du 13 août avec l'opposition légale qui met hors-jeu l'opposition armée (point essentiel pour Idriss Déby qui ne veut pas entendre parler de dialogue « inclusif ») et fait le pari qu'un jour il y aura des élections suffisamment libres et transparentes pour autoriser une meilleure représentation de l'opposition (Idriss Déby n'a jamais été avare de promesses alors une de plus, pourquoi pas ?).

Ce qui se met en place alors est une merveilleuse solution dans la mesure où ce projet résout tous les problèmes auxquels sont confrontées les différentes tendances au sein du pouvoir français : aux néo-conservateurs, il offre la possibilité de stopper la déstabilisation du Tchad sans trop affecter la logistique des mouvements insurgés au Darfour ; aux réalistes, il octroie le temps nécessaire pour que Déby reprenne la main en interne tant au niveau militaire que politique. Au nouveau gouvernement

français, il offre un argument clef pour convaincre les alliés européens que sauver le soldat Déby c'est faire quelque chose pour soulager la misère abyssale de la population au Darfour. Pour les Européens, souvent en panne d'idée, c'est un pis-aller mais c'est mieux que rien. La mobilisation internationale (et la Chine plus que la France) ont obtenu en juin 2007 l'accord de Khartoum pour la mise en place d'une nouvelle force internationale au Darfour mais le gouvernement soudanais a aussitôt explicitement exclu la présence de troupes occidentales dans l'opération. La marge de manœuvre est donc limitée.

Evidemment, les Européens ne sont pas naïfs et surtout ne peuvent prendre ce genre de décision sans d'abord un débat public national. Si le président français peut décider d'envoyer des troupes sur un champ d'opération extérieure en une seconde, la chancelière allemande doit convaincre son parlement que les soldats allemands et l'argent européen ne seront pas simplement utilisés pour satisfaire un objectif politique français, notamment la survie d'un régime contesté.

D'une certaine façon, l'été et l'automne 2007 voient la mobilisation de la diplomatie française pour avancer sur ces deux niveaux, l'aspect politique d'une part avec un accord conclu en août 2007 et une opération européenne empêtrée rapidement par les réticences des partenaires de Paris : EUFOR Tchad/RCA naît au forceps. La suite de cette section est consacrée à l'analyse de ces deux moments très différents et pourtant intimement liés.

Les accords du 13 août 2007 ont une double fonction et de toutes autres motivations officieuses. Officiellement, il s'agit en prenant comme modèle le Togo de mettre en place un dialogue politique entre partis légaux tchadiens et de préparer des élections parlementaires qui permettraient une meilleure représentation des partis d'opposition et un rôle accru du parlement dans la vie politique tchadienne. Objectifs aussi nobles qu'illusoire (lorsqu'on considère le Tchad en 2014) auxquels s'attèle alors la représentation de l'Union européenne à Ndjamena tant ils font fi de l'histoire et des pratiques du régime en place.

La fixation sur la question électorale aux dépens de tout autre aspect de la gouvernance est une limitation forte dont les partis politiques n'ont pas pris immédiatement la mesure. D'abord parce que les élections au Tchad sont un exercice hautement périlleux même quand des négociations les précèdent : on a déjà cité les discussions avant les élections parlementaires de 2002 et leurs résultats. Surtout parce que le véritable défi pour une amélioration de la gouvernance est d'en finir avec la multiplication des abus d'autorité et l'impunité chronique<sup>77</sup>. Au Tchad, des lois excellentes sont votées mais rarement mises en pratique. L'arrestation d'un député en 2012 en fournit une illustration cardinales : il est arrêté en flagrant délit pour un délit commis 24 heures auparavant alors qu'il n'était même pas sur les lieux. Mais la population ordinaire souffre de façon permanente des extorsions et des illégalismes perpétrés quelquefois par les puissants mais le plus souvent simplement par des « corps habillés »<sup>78</sup>.

Certes, il serait possible de décortiquer le texte de l'accord et de s'arrêter longuement sur le chapitre IV jamais mis en œuvre qui touche à la réalité du pouvoir dans les régions et au rôle de ces « corps habillés » dans la vie quotidienne. Mais un texte n'est jamais parfait : il s'en approche lorsqu'il permet la construction de la confiance entre les signataires et des relectures successives qui en élargissent le sens de manière consensuelle. Cela ne sera pas le cas ici.

---

<sup>77</sup> Ainsi, mieux vaut ne pas avoir à faire avec les militaires. Un observateur éclairé du Tchad évoque le crime de solvabilité : au tribunal, la peine va à qui peut payer et n'est pas protégé par le « haut du haut ».

<sup>78</sup> Voir le dossier « Politique des corps habillés. Etat, pouvoir et métiers de l'ordre en Afrique », *Politique africaine*, n°128, décembre 2012.

L'opposition se divise dans la négociation de l'accord et les raisons de cette division peuvent être examinées en toute lucidité aujourd'hui. Le boycott qui cimenterait la principale coalition d'opposition, la Coordination des partis politiques pour la défense de la constitution, est exigeant et ses implications n'ont sans doute pas été vues par tous ses membres de la même manière. Certains imaginaient que celui-ci serait levé bien avant les élections de 2006 qui se limitent finalement à leur plus simple expression à cause de la crise militaire : la reconduction d'Idriss Déby par Idriss Déby. Des partis de la coalition sont exsangues, d'autres parient sur un réengagement dans la majorité présidentielle faute d'avoir gagné le moindre espace politique, d'autres pensent qu'il faut durer car un tel régime doit s'effondrer. La disparition d'Ibni Oumar Mahamat Saleh rappelle à tous que les assassinats n'ont pas cessé depuis vingt ans et qu'il faut prendre garde. Surtout, ce meurtre souligne que le pouvoir n'acceptera jamais d'être contesté dans ce qu'il considère être sa base naturelle, le Nord du Tchad : que les partis sudistes s'agitent soit, qu'une organisation d'opposition prenne racine dans le Nord politique, c'est hors de question.

L'Union européenne achète la paix : il faut le dire sans mépris pour les politiques tchadiens mais aussi sans se faire d'illusion sur la sincérité profonde des uns et des autres. En octroyant des moyens, des bureaux, des voitures, des per diem, des facilités de voyage aux uns et aux autres elle crée les ingrédients d'une socialisation commune souvent utile dans une négociation entre opposition et pouvoir. Le problème est que si les cadres dirigeants de l'opposition se pressent dans les comités créés par l'accord, Idriss Déby au Palais rose envoie ses mandats qui restent des subalternes, sans véritable pouvoir.

Engagée dans la mise en œuvre de l'accord, l'opposition ne cesse de faire de l'application du chapitre IV un argument mais on peut douter qu'elle soit allée au terme de sa logique. En refusant par défaut d'analyse ou par opportunisme de poser les problèmes de la population et en mettant les siens en avant, elle se coule dans un processus dont la seule conclusion est la tenue d'élections. Certains de ses dirigeants sont allés aux élections sans autre ambition que d'être élus, sans aucune illusion sur la transparence du processus électoral. Ils ont eu raison.

Les élections d'ailleurs montrent une nouvelle fois comment le président tchadien sait jouer des demandes internationales sans rien renoncer de son pouvoir. L'opposition fait piètre figure, déclarant d'abord que la consultation a été honnête, pour quelques jours après hurler à la mascarade. Quant aux résultats, une présence accrue de l'opposition sur les bancs du parlement cache mal l'absolue domination du MPS qui en pourcentage de sièges passe de 79,35% à 71,42% et peut donc changer la constitution à sa guise<sup>79</sup>.

L'Union européenne, et on en trouve mille signes dans le rapport de la mission électorale, ne pouvait échouer et a fait preuve à la fois de roueries et d'une indicible naïveté, sans doute de commande. Les hommes politiques tchadiens se sont laissés impressionner par les nombreuses escarmouches protocolaires entre le chef de délégation de l'Union européenne et l'ambassadeur de France sans réaliser qu'ils jouaient politiquement la même partition avec des personnalités différentes et des positions différenciées et que, suivant celle-ci, l'opposition n'était finalement qu'un faire-valoir d'un régime qu'on voulait conserver à tout prix puisqu'on le disait le seul admissible pour la stabilité du pays.

L'Union européenne, de ce point de vue, n'a pas été l'interlocuteur qu'elle aurait pu être, même si la France a constamment œuvré pour garder le contrôle du dossier. Au-delà de cette dimension très politique ou diplomatique, il y a ce qui fait le quotidien trop souvent de l'organisation européenne.

---

<sup>79</sup> Union européenne. Mission d'observation électorale, Rapport final sur les élections législatives du 13 février 2011 au Tchad.

Comme souvent, la finalité de l'exercice est rapidement oubliée au profit d'une politique des petits pas techniques qui font illusion le temps d'une expatriation. Evidemment, la liberté de manœuvre de l'UE était contrainte par la France en interne et en bilatéral : on ne dira jamais assez combien certains diplomates français – à commencer par Jean-Christophe Belliard - en poste à Bruxelles durant ces années ont porté sans nuance la politique de leur pays, en dépit de leur appartenance à une bureaucratie européenne qui en théorie devait être libérée de telles pesanteurs nationales, souvent pour le meilleur de leur carrière<sup>80</sup>.

De même, il y aurait fort à dire de la Mission européenne d'observation électorale en 2011 et de son président, Louis Michel. C'est bien au-delà des cercles de l'opposition tchadienne qu'on se demande pourquoi celui qui présidait cet exercice a été aussi partial. Retour de bons services à la France ? Amitiés maçonniques trop fortes ? Calculs politiques sur la faiblesse et l'immaturation de l'opposition ? A chacun sa réponse.

Le texte de l'accord du 13 août fait l'impasse totale sur les mouvements armés et les revendications qu'ils pouvaient éventuellement porter. Les partis d'opposition un temps hésitants ont dû s'y plier. Certains ont pu croire que, si un nouveau rapport de force naissait des affrontements, l'accord serait amendé. D'autres ont estimé que la rébellion en tout état de cause ne pouvait que perdre, compte tenu du volontarisme français et des pétrodollars d'Idriss Déby. Aucun n'a essayé de reprendre les revendications régionales pas forcément absconses portées par ces groupes politico-militaires. L'attentisme de l'opposition civile vis-à-vis de la rébellion a été une erreur stratégique en 2006 malgré les dénégations de ses dirigeants, de la même manière que son silence sur ce qui se passait alors au Darfour, silence motivé plus par le désintérêt ou l'ignorance que par des choix politiques cachés.

La société civile aussi s'est retrouvée piégée dans ce dispositif alors qu'elle était exclue de sa mise en œuvre puisque les partis politiques s'étaient une fois de plus rassemblés sur son exclusion. L'avantage rétrospectif aura été de ne pas se perdre dans les arcanes d'un processus dont la crédibilité est aujourd'hui minimale. Dans le même temps, il est peut-être utile de réfléchir sur la nature de ce consensus entre partis politiques de tous bords. Est-ce parce qu'ils jugent les organisations de la société civile sans base ou légitimité ? Est-ce pour « capturer » l'Union européenne ? Est-ce une exclusion basée sur des raisons partisans ?

L'opération EUFOR Tchad/RCA n'est pas non plus une sinécure. Les Européens d'abord notent que les Nations Unies ont fourni au terme de deux visites une évaluation des besoins et que les scénarios du Département du maintien de la paix sont refusés par Idriss Déby puis retoqués par les Français. Le processus de levée des troupes pour l'opération européenne est un véritable casse-tête que l'on peut mesurer par quelques chiffres : 26 pays contributeurs pour 3500 soldats avec la France fournissant plus de 50% des troupes au sol ; 13 de ces 26 pays octroient moins de 10 soldats. La France doit également prendre en charge de multiples aspects de l'opération : elle fournit l'équipement au contingent polonais, la nourriture aux Albanais, le carburant aux Russes, etc... L'opération est chère, très chère : EUFOR coûte à la France en 2008 autant que sa présence en Afghanistan<sup>81</sup>.

Le Tchad bénéficie de cette opération. Six nouvelles bases sont construites pour l'opération et les pistes d'atterrissage à Ndjamena et Abéché sont rallongées et sécurisées. Plus de 70 millions € sont ainsi dépensés. Miracle des négociateurs français : lorsque l'opération européenne se termine le 15

---

<sup>80</sup> Entretiens avec des fonctionnaires européens à Bruxelles et Ndjamena, mars 2012 et janvier 2013.

<sup>81</sup> Louis Giscard d'Estaing et Françoise Olivier-Coupeau, *Rapport d'information n°1790* du 1er juillet 2009, Commission du Budget de l'Assemblée Nationale. Accessible at <http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/rap-info/i1790.pdf>

mars 2009, toutes ces infrastructures sont données à l'Etat tchadien qui s'empresse de les louer immédiatement aux Nations unies, et pas à un vil prix. Ainsi les Européens peuvent mesurer l'appétence du dirigeant tchadien à aider les plus démunis et se demander pourquoi ils doivent à la fois payer une réhabilitation d'infrastructures militaires dans un régime autoritaire puis son utilisation par une force internationale....

Cette réticence européenne a de multiples explications, y compris d'ailleurs le désintérêt pour le Tchad ou l'incertitude sur la possibilité d'influer sur la situation au Darfour par une opération de ce type. L'assassinat (ou la disparition d'Ibni Oumar à ce moment-là car quelques espoirs subsistaient) réveille les multiples doutes initiaux sur le véritable agenda de cette opération tant voulue par Paris. Dans les premières semaines de l'opération, le franchissement de la frontière tchado-soudanaise par des forces spéciales françaises censées relever du dispositif européen crée une certaine consternation à Bruxelles. Le général français qui commande au Tchad la force (l'état-major étant situé au Mont Valérien dans la banlieue parisienne), Jean-Philippe Ganascia, doit alors se démarquer et préciser que le rôle des forces européennes ne peut être de combattre l'opposition armée tchadienne ou d'agir au Darfour. Posture officielle qui a son mérite mais qui ne correspond que de loin en loin à la situation sur le terrain puisque la présence de troupes européennes empêche mécaniquement le déplacement de colonnes rebelles.

Pour sauver son mandat européen, le général Ganascia provoque néanmoins l'ire d'Idriss Déby, de Bruno Joubert et de l'attaché de défense au point que, pendant l'été 2008, beaucoup à Paris et à Bruxelles pensent qu'il va payer cette insolence de son poste. Ce qui n'est pas le cas, sans doute parce que le coût diplomatique pour Paris aurait été sévère à Bruxelles surtout après l'opération du MJE contre Omdurman en mai 2008<sup>82</sup>. En effet, les mois passants, les forces européennes apprennent à connaître le Tchad, la versatilité des opposants, les douteuses pratiques des gouvernants et la violence des corps de sécurité tchadien. Souvent, elles pointent sur des incidents précis le décalage entre le récit français digne d'un livre pour enfant et la triste réalité du terrain<sup>83</sup>.

On met ici l'accent sur les réticences européennes et sur la difficulté d'obtenir des contributions de troupes. Cependant, deux remarques s'imposent. Tous les pays n'ont pas la même position. L'Irlande déploie 400 troupes et obtient le commandement de la force. La raison ne tient pas seulement à la force du lobby militaire à Dublin puisque les soldats irlandais participent déjà à de nombreuses opérations onusiennes de maintien de la paix. Le traité de Lisbonne n'a pas encore été adopté et l'on sait que le vote serait très partagé, d'autant que le traité de Nice a été rejeté. L'engagement irlandais tient en fait à deux points importants : il faut prouver un attachement à l'Europe et cette opération extérieure en fournit l'occasion (en plus c'est pour aider le Darfour); Bertie Ahern, le Premier ministre, manifeste dès août 2007 son intérêt pour le poste de président de l'Union européenne et ne peut donc faire moins.

La situation tchadienne mise à part, cela constitue une excellente illustration de la façon dont l'Europe se construit positivement. Le même type d'argument paradoxal vaut pour la formation des officiers. Le quartier général de l'opération européenne abrite près de 475 officiers, seul un quart reste le temps de l'intervention, les autres sont remplacés au bout de trois ou quatre mois. Ce qui peut être interprété comme un facteur de désorganisation est également un véritable lieu de socialisation européenne pour des officiers venus des 23 pays participants.

---

<sup>82</sup> L'une des colonnes venait du Tchad, ce qui montrait trop bien qu'Idriss Déby n'était pas seulement l'agressé...

<sup>83</sup> Tel fut notamment le cas lorsque des villages Tama furent brûlés par des Zaghawa, certains en uniforme tchadien. Les militaires français imputèrent ce crime à l'opposition armée tchadienne, ce qui était sans équivoque complètement faux.



Cette analyse ne présente pas les résultats humanitaires de l'opération. Ils sont à la fois conséquents et fragiles, surtout pour une opération qui coûte près de 900 millions € entre le budget européen et les dotations des pays membres. Les résolutions onusiennes en 2009, notamment la 1861 adoptée en janvier, mettent l'accent sur le nombre de personnes qui quitteraient les camps et reviendraient chez elles comme un paramètre essentiel du succès de l'opération européenne. A partir de ce moment, inquiets également du manque de progrès significatifs alors que la *bridging operation* va à son terme, Bernard Kouchner et son conseiller, Éric Chevallier, multiplient les pressions sur les organisations humanitaires contre toute déontologie pour faire diminuer le nombre de déplacés : soudain, ils revendiquent leur passé d'humanitaires pour expliquer qu'on pouvait prendre quelque liberté avec des règles que leurs organisations avaient permis d'instituer. Ce volontarisme se traduit également par quelques belles contre-vérités lors de l'audition de Bernard Kouchner devant la Commission des Affaires étrangères mais nos élites savent se pardonner leurs petites erreurs.

On doit souligner que peut-être Bernard Kouchner et Nicolas Sarkozy auraient pu prêter une oreille plus attentive à ce que disaient les ONG internationales en juin 2007 : une solution politique était plus nécessaire au Darfour que tous les couloirs humanitaires. Mais, c'était compliqué et n'offrait pas les mêmes avantages (différents par ailleurs) à ces deux responsables français. La stabilisation de l'Est du Tchad pourtant est due non à EUFOR, encore moins à l'opération onusienne qui se mettait en place juste après (MINURCAT II) avant d'être congédiée, elle l'était par un accord entre Idriss Déby et Omar el-Béchir qui permettait au premier de contrôler les siens pendant que l'armée soudanaise désarmait l'opposition tchadienne.

## CONCLUSION

Ce survol de 25 ans d'histoire des relations franco-tchadiennes souligne la persistance de trois courants au sein de l'exécutif français qu'on appellera ici les réalistes, les néo-conservateurs et les admirateurs. Chacun pèse suivant les périodes mais ce qui est plus important peut-être c'est qu'ils occupent le champ et ferment toute possibilité de remise à plat, de véritable *aggiornamento* politique non seulement sur la base des idées qu'ils défendent mais aussi du personnel de la haute fonction publique qui les expriment face à des hommes politiques toujours plus soumis à la dictature de l'immédiat. Ainsi, on peut évoquer Bruno Puga à l'Élysée, Jean-Christophe Belliard au Quai d'Orsay, mais il faudrait aussi citer Stéphane Romanet, aujourd'hui conseiller diplomatique de Manuel Valls après avoir été le directeur adjoint du cabinet de Bernard Kouchner, lorsque ce dernier était ministre des Affaires étrangères. C'est dans cette incapacité à se renouveler malgré l'alternance du pouvoir politique en France qu'on peut pointer l'une des origines d'un tel conservatisme de la posture française vis-à-vis du Tchad (et de l'Afrique pourrait-on dire).

On peut ici rappeler les principales caractéristiques de ces trois grandes conceptions. Le courant « réaliste » a eu un réel ascendant dans la seconde mandature de Jacques Chirac. La description qu'ils font du Tchad et d'Idriss Déby est, de ce point de vue, éclairante. Ils n'ont pas d'hésitation à rappeler les épisodes les plus troubles du règne de ce dernier. La spéculation sur la dévaluation du franc CFA, l'affaire des faux dirhams bahreïnais, les coups fourrés de son représentant local, Abakar Mannany, qui émarge (rait) à plusieurs services de renseignement toute honte bue et bien d'autres thèmes peuvent être mentionnés. Cette description très radicale des malversations des dirigeants tchadiens est en général suivie par un portrait au lance-flamme de l'opposition dont certains leaders ont aussi leur zone d'ombre. Après cette évaluation dévastatrice du champ politique tchadien, une seule conclusion s'impose. Ils sont tous pourris et, s'ils ne le sont pas, c'est parce qu'ils n'ont aucune influence. Le corollaire est évidemment sans appel : mieux vaut avoir pour interlocuteur celui qu'on connaît le mieux. De plus, Idriss Déby rend des services.

Les adeptes de ce type de raisonnement sont en fait plutôt des cyniques qui « trivialisent » certains enjeux pour n'avoir pas à justifier leur propre choix. Pourquoi, s'ils sont ainsi « tous pourris », faut-il s'impliquer ? Pour la paix intérieure alors que celle-ci est souvent minée par l'agissement de groupes qui se savent protégés par la présidence<sup>84</sup> ? Pour des intérêts français ? Mais ceux-ci sont inexistantes dès lors qu'on met de côté la question des militaires ? Pour contenir la Libye qu'on invite à Paris, le Soudan qu'on a choyé pendant plus d'une décennie ?

Les néoconservateurs représentent un autre courant, peut-être plutôt une mode, dans l'establishment français. Sa force est son simplisme dans l'analyse des problèmes, sa capacité de discuter des problèmes politiques en arguant de valeurs éthiques, sa logique qui revient toujours à renouer les fils d'une communauté occidentale. Le Mal dans la période qui nous occupe, c'est bien sûr le Soudan puisqu'on met opportunément entre parenthèses la question libyenne. Un régime génocidaire, les centaines de milliers de victimes, les millions de déplacés ou de réfugiés, l'islamisme, l'arabisation forcée, le soutien aux terroristes, l'hospitalité donnée à Oussama ben Laden ne sont que quelques thèmes d'une longue liste de griefs aussi rapidement mis à son compte qu'il n'y a aucune contextualisation. Rien ne manque des grandes condamnations occidentales, pas même la vision victimaire de conflits sur laquelle on se rabat pour transmettre ses propres messages politiques. Dans cette radicalité absolue, qui est Idriss Déby ? L'homme qui s'oppose aux manœuvres soudanaises,

---

<sup>84</sup> Dans les années 2000, les Tchadiens de l'opposition avaient l'habitude d'apostropher l'auteur en disant, «vous les Français nous dites qu'au Tchad, c'est Déby ou le chaos mais nous nous répondons: au Tchad, c'est Déby et le chaos».

défend la laïcité de l'état et sa francophilie, s'oppose aux hordes islamistes, etc... Les critiques qu'on peut lui porter ne sont rien en regard de ce qui se passe de l'autre côté de la frontière. Ce discours est bien sûr celui tenu à un certain moment par Nicolas Sarkozy et, plus encore, par Bernard Kouchner et ses conseillers. Mais on aurait tort de penser qu'il n'a pas eu de partisans ailleurs au sein des diplomates, voire même des militaires (et des chercheurs).

Le dernier courant, celui des admirateurs, est en fait assez curieux car il recoupe des militaires mais aussi d'autres, hommes politiques et diplomates, qui ont été impressionnés par le courage physique d'Idriss Déby pris dans la tourmente. En avril 2006 comme en février 2008, il récuse les offres françaises d'une exfiltration avec ses proches et s'organise pour combattre jusqu'au bout. C'est sa détermination qui pousse d'ailleurs les Français à l'appuyer et à planifier la contre-offensive. Plus tard, c'est lui qui pousse ses troupes au Mali et en fait les supplétifs de l'opération Serval puis de la MINUSMA.

L'élection de François Hollande aurait pu permettre une évolution justement parce que le nouveau Président français s'il a des faiblesses pour sa promotion à l'ENA (Voltaire réveille-toi !) et certains de ses amis sur les continents (Alpha Condé et IBK notamment) n'a pas de véritables liens avec les choix politiques antérieurs. C'était mal connaître le fonctionnement de l'appareil d'Etat français et la profonde continuité de certaines politiques sous l'apparente alternance.

Le choix de promouvoir l'opération Barkhane aux dépens d'une approche plus intégrée révèle les rapports de force politique au sein du petit monde des conseillers du président français. Cette opération met l'accent sur une action militaire sans jamais définir les conditions politiques de son exercice. Comment réduire le terrorisme qu'on dit prospérer sur la mauvaise gouvernance alors même que l'action militaire française sanctuarise des régimes autoritaires peu enclins à se réformer ?

C'est sans doute là une contradiction majeure qui animera l'essentiel des débats sur la politique de la France au Sahel dans les années à venir. Reste que la peur du terrorisme ne sera jamais la meilleure des conseillères.



**Cette étude a été réalisée avec le soutien de :**



**CCFD-Terre Solidaire  
4 rue Jean Lantier  
75001 Paris  
Tel (+33)1 44 82 80 00**

PETITES ET **GRANDES** CONTROVERSES  
DE LA POLITIQUE FRANÇAISE ET EUROPÉENNE  
AU TCHAD



**CSAPR**

Comité de Suivi  
de l'Appel à la Paix  
et à la Réconciliation

Soutenu par

